



REGLEMENT SPORTIF

COURSE EN LIGNE – MARATHON et PARACANOE

Validé par le Conseil Fédéral du XXX

Version applicable au 1/01/2019

SOMMAIRE

_Toc527365922VOCABULAIRE	3
PRÉAMBULE GÉNÉRAL.....	6
TITRE 1 : LE CADRE GÉNÉRAL.....	8
Chapitre 1 : L'élaboration des règlements nationaux	8
Chapitre 2 : Le calendrier des Commissions Nationales d'Activités	12
TITRE 2 : LES RÈGLES TECHNIQUES	15
Chapitre 1 : Les Règles de base.....	15
Section 1 : Définitions	15
Section 2 : La zone de compétition.....	151516
Section 3 : Le comportement en compétition.....	18
Chapitre 2 : Les Officiels	20
Section 1 : Les juges	21
Section 2 : Les officiels techniques	26
Section 3 : Les délégués AFLD	28
Section 4 : Les instances de décision	29
Section 5 : Les réclamations et sanctions	34
Chapitre 3 : Organisation de la compétition.....	36
Section 1 : Le déroulement des compétitions de Course en Ligne	36
Section 2 : Le déroulement des compétitions de Marathon	40
Section 3 : Les résultats	44
Chapitre 4 : Équipements et sécurité	46
Section 1 : Le payeur.....	47
Section 2 : L'embarcation	50
TITRE 3 : LES RÈGLES D'ORGANISATION DES COMPÉTITIONS.....	55
Chapitre 1 : L'organisation sportive	55
Section 1 : Définitions	55
Section 2 : L'organisation	56
Section 3 : Les différentes compétitions et classements	57
Chapitre 2 : L'organisation administrative	747273
Section 1 : Le déroulement des compétitions.....	747273
Section 2 : Les mutations et club d'appartenance.....	777576
Section 3 : Les paris sportifs.....	787677

VOCABULAIRE

1. Nous avons des **activités** :

1	Course en Ligne
2	Descente
3	Dragon-Boat
4	Freestyle
5	Kayak-Polo
6	Marathon
7	Océan Racing
8	Paracanoë
9	Raft
10	Slalom
11	Va'a
12	Waveski-Surfing

2. Nous avons des **catégories d'âge** :

1	Mini pagaie	U7
		U8
2	Poussin	U9
		U10
3	Benjamin	U11
		U12
4	Minime	U13
		U14
5	Cadet	U15
		U16
6	Junior	U17
		U18
7	Senior	U21
		U23
		U34

8	Vétéran	V1	U35 à U39	Master A
		V2	U40 à U44	
		V3	U45 à U49	
		V4	U50 à U54	Master B
		V5	U55 à U59	
		V6	U60 à U64	
		V7	U65 à U69	Master C
		V8	U70 à U74	
		V9 et plus	U75 et plus	

U → Under : Exemple U14, 14 ans et moins ;

3. Nous avons des **embarcations** (suivant les activités) :

On parle d'équipage pour une embarcation accueillant plus d'un pratiquant.

1	Course en Ligne	K1 ; K2 ; K4 ; C1 ; C2 ; C4 ; SUP1
2	Descente	K1 ; C1 ; C2 ; SUP1
3	Dragon-Boat	DB10 ; DB20
4	Freestyle	K1 ; C1 ; SUP1
5	Kayak-Polo	K1 ; SUP1
6	Marathon	K1 ; K2 ; C1 ; C2 ; SUP1
7	Océan Racing	K1 ; K2 ; V1 ; V6 ; OC1 ; OC2 ; SUP1
8	Paracanoë	K1 ; V1 ; SUP1
9	Slalom	K1 ; C1 ; C2 ; SUP1
10	Va'a	V1 ; V6
11	Waveski-Surfing	WS ; SUP1
12	Raft	R4 ; R6

K → Kayak ; C → Canoë ; DB → Dragon-Boat ; OC → Outrigger Canoë (Océan Racing) ; V → Va'a ; WS → WaveSki ; R → Raft ; SUP1 → Stand Up Paddle

4. Nous avons le genre de l'embarcation :

1	Homme
2	Dame
3	Mixte

5. Suivant les activités, nous avons des **distances**.

6. Nous avons des **épreuves** (suivant les activités) :

a. Définition :

- Une épreuve est définie au minimum par :
 - Une embarcation,
 - Le genre de l'embarcation.

Exemple : K1H ; K1D ; C2M

- Suivants les activités nous pouvons ajouter :
 - Une catégorie d'âge,
 - Une distance,
 - Une division.

Exemple : K1HS 200m ; K1DC sprint ; K1H N1

b. Le type d'une épreuve :

Il y a trois types d'épreuves :

- *Les épreuves individuelles* : Une épreuve est individuelle lorsque chaque rang de classement est attribué à **une seule embarcation**.
- *Les épreuves par équipage* : Une épreuve est par équipage lorsque chaque rang de classement est attribué à **une seule embarcation de plusieurs personnes concourant ensemble**.
- *Les épreuves par équipe* : Une épreuve est par équipe lorsque chaque rang de classement est attribué à **plusieurs embarcations concourant ensemble**.

7. Nous avons le **programme** d'une compétition :

Le programme d'une compétition comporte une ou plusieurs épreuves.

PRÉAMBULE GÉNÉRAL

Ce règlement sportif s'adresse à tous les acteurs impliqués et/ou concourants dans les compétitions de l'animation nationale.

Les compétitions ne relevant pas de cette animation nationale sont les suivantes :

- ***Les Compétitions « OPEN »***

Les compétitions régionales, interrégionales ou nationales « Open » sont inscrites au calendrier annuel de la FFCK dans le respect du présent règlement et des règles de sécurité. **Les invitations, programmes et règlements spécifiques sont à l'initiative de l'organisateur. Les compétitions « OPEN » ne peuvent donc pas être prises en compte dans le classement national individuel des compétiteurs. La participation d'athlètes ou de clubs, licenciés à la FFCK, est définie par l'organisateur, ainsi que le nombre de participants.**

- ***Les Compétitions Internationales qui délivrent des titres officiels***

Dénomination	Quelles manifestations ?	Description	Règles de participation
NIVEAU 1 « Grands Evénements Sportifs »	Jeux Olympiques, Jeux Mondiaux, Championnat du Monde, Championnat d'Europe et Jeux régionaux ou continentaux	Ces compétitions entrent dans le cadre des règlements d'une instance internationale ¹ et délivrent des titres. Elles sont prévues au calendrier annuel d'une instance internationale et soumises à leur réglementation.	La participation est exclusivement réservée à l'Equipe de France ou à une délégation française validée par le DTN sur proposition du Directeur des Equipes de France. L'inscription est réalisée par le siège fédéral.
NIVEAU 2 « Coupe du Monde »	Coupe du Monde	Les modalités d'attribution de l'organisation, le choix des sites, de la date et les règlements spécifiques ne sont pas prévus dans le présent règlement. Elles dépendent de l'instance internationale concernée.	

¹ Instances Internationales reconnues par la FFCK : IOC, ICF, ECA, IVF, WWSA...

- **Les autres Compétitions Internationales**

Dénomination	Quelles manifestations ?	Description	Règles de participation
NIVEAU 3 « Compétitions internationales comptant pour un classement mondial ou européen »	Compétition « ECA Cup » Compétition « ICF ranking » Championnat d'Europe des clubs	Ces compétitions sont inscrites par la FFCK au calendrier annuel d'une instance internationale dans le respect du présent	Le règlement de l'instance internationale concernée s'applique. Les invitations et le programme doivent être validés par la FFCK et l'instance internationale concernée.
NIVEAU 4 « Compétitions internationales classiques »	Toute manifestation internationale qui ne relève pas d'un niveau supérieur	règlement et des règles de sécurité, et sont conditionnées au versement d'un droit d'inscription.	Les invitations, programmes et règlements spécifiques sont à l'initiative de l'organisateur.
			Tout athlète licencié à la FFCK (licence Canoë Plus), désirant participer à une compétition du calendrier international doit demander l'autorisation à la FFCK.

- **Les épreuves de sélection des Equipes de France**

Certaines épreuves de sélection des Equipes de France peuvent s'appuyer sur des manifestations ou compétitions inscrites au calendrier national. Elles peuvent donner lieu à des aménagements sur demande de la Direction Technique Nationale en accord avec la Commission Nationale d'Activité et l'organisateur.

TITRE 1 : LE CADRE GÉNÉRAL

Chapitre 1 : L'élaboration des règlements nationaux

Article RG 1 - Préambule du cadre général

Les articles du règlement général sont applicables à toutes les activités sportives pratiquées en compétition, les points non prévus et/ou complémentaires figurent dans les règlements particuliers et les annexes spécifiques à chaque activité.

Article RG 2 - Architecture des règlements sportifs

Un règlement sportif est rédigé pour chaque activité gérée par la FFCK. Les règlements sportifs sont constitués de règles générales (1), de règles particulières spécifiques à chaque activité (2) et d'annexes (3).

1. Les règles générales sont identiques pour les différentes activités. On les retrouve dans chacun des règlements sportifs. Les règles générales sont :
 - a. Elaborées par la Commission Sportive,
 - b. Validées par le Bureau Exécutif,
 - c. Adoptées par le Conseil Fédéral qui en définit la date d'entrée en vigueur.

La Commission Sportive étudie les révisions nécessaires des règles générales après accord du Conseil Fédéral.

2. Le règlement particulier est spécifique à chaque activité. Il est :
 - a. Elaboré par la Commission Nationale d'Activité concernée et la Commission Nationale des Juges et Arbitres,
 - b. Diffusé, pour avis, à la Commission Sportive,
 - c. Validé par le Bureau Exécutif,
 - d. Adopté par le Conseil Fédéral qui en définit la date d'entrée en vigueur.

La Commission Nationale d'Activité concernée et la Commission Nationale des Juges et Arbitres étudient les révisions nécessaires du règlement particulier après accord du Conseil Fédéral.

3. Les annexes sont :

- a. Elaborées par la Commission Nationale d'Activité concernée et la Commission Nationale des Juges et Arbitres,**
- b. Adoptées par le Bureau Exécutif qui en définit la date d'entrée en vigueur.**

Ces annexes peuvent préciser notamment les éléments suivants :

- Les grilles de répartition des départs ou des lignes d'eau,**
- Les systèmes (schémas) de jeux, de poules et de Championnats,**
- Les définitions des drapeaux de signalisations de compétitions,**
- Les signaux d'arbitre (schémas),**
- Les définitions et valeurs des figures techniques (schémas),**
- Le tableau de notation des figures,**
- Le bordereau d'engagement,**
- Les quotas et points du classement national ou d'épreuves, pour l'accession aux Championnats de France et finales nationales ou interrégionales.**

Article RG 3 - Activités concernées

Course en Ligne	Eau Calme
Descente	Eau Vive
Dragon-Boat	Eau Calme
Freestyle	Eau Vive
Kayak-Polo	Eau Calme
Marathon	Eau Calme
Océan Racing	Mer
Paracanoë	Eau Calme
Raft	Eau Vive
Slalom	Eau Vive
Va'a	Eau Calme / Mer
Waveski-Surfing	Mer

Article RG 4 - Attribution des Commissions Nationales d'Activité

Le rôle et les missions des Commissions Nationales d'Activités sont précisés dans l'annexe 2 du règlement intérieur de la FFCK.

Article RG 5 - Précisions communes

Chaque Commission Nationale d'Activité définit les modalités d'accès aux différents niveaux d'animation de l'activité ainsi que les critères de participation au Championnat de France pour les activités concernées.

Chaque Commission Nationale d'Activité (excepté pour les activités Kayak-Polo et Dragon-Boat) est chargée de réaliser un classement national individuel numérique de tous les compétiteurs de l'activité évoluant au minimum dans les niveaux d'animation interrégional et national. Les quotas et les limites de points, relatifs aux compétitions qui le nécessitent, sont définis par les Commissions Nationales d'Activité.

Article RG 6 - Le cadre légal des règlements sportifs

Les règlements sportifs édictés par la FFCK concernent :

- Les règles du jeu applicables à l'activité sportive concernée,
- Les règles d'établissement d'un classement national des sportifs, individuellement ou par équipe,
- Les règles d'organisation et de déroulement des compétitions ou épreuves aboutissant au classement national,
- Les règles de délivrance des titres de Champion de France,
- Les règles d'accès et de participation des sportifs, individuellement ou par équipe, à ces compétitions et épreuves.

Article RG 7 - Règle pour les DROM-COM²

Pour les compétiteurs des DROM-COM, la sélection est réalisée sur place et sous la responsabilité du cadre technique et du Président du Comité Régional. Chaque règlement particulier peut faire référence à des modalités particulières concernant les DROM-COM pour les modalités d'inscriptions ou la réalisation d'équipages régionaux.

² DROM-COM : Départements et régions d'outre-mer - Collectivités d'outre-mer (anciennement DOM-TOM)

Chapitre 2 : Le calendrier des Commissions Nationales d'Activités

Article RG 8 - Préambule du calendrier des Commissions Nationales d'Activité

Le calendrier des Commissions Nationales d'Activités comprend toutes les manifestations, nationales, interrégionales, régionales qui les concernent organisées en métropole et dans les DROM-COM sous l'égide de la FFCK.

Le calendrier fédéral est constitué à partir du calendrier national et du calendrier régional.

Il réserve des week-ends dédiés aux animations ou manifestations régionales pendant lesquels il n'y aura pas d'animations nationales et interrégionales.

Le calendrier national est établi par la Commission Sportive et validé par le Bureau Exécutif.

Le projet de calendrier fédéral de la saison N est publié au cours de l'année N-1 sur proposition de la Commission Sportive après validation par le Bureau Exécutif afin de permettre la publication du calendrier à l'automne de l'année N-1.

Article RG 9 - Caution du Comité Régional pour l'inscription d'une manifestation au calendrier fédéral

Par sa validation lors de l'inscription au calendrier fédéral, le Comité Régional se porte caution de l'organisation. Cet acte consiste à se porter garant de l'organisation et à se substituer à l'organisateur en cas de désistement de sa part.

Article RG 10 - Règles de chevauchement et calendrier des « Championnats de France »

Le squelette des Championnats de France se prépare lors des réunions de Commission Sportive.

L'articulation de toutes les disciplines se fait en bonne intelligence et en fonction des contraintes émises par les organisateurs.

Dans la mesure du possible, les disciplines qui ont les mêmes pratiquants ne se positionnent pas en même temps dans le calendrier, de même que les disciplines olympiques : par exemple la Course en Ligne Vitesse et la Descente Sprint.

Article RG 11 - Règles de modification du calendrier des animations nationales

A partir de la parution officielle du calendrier des Commissions Nationales d'Activités, la date et le lieu d'une compétition interrégionale ou nationale ne peuvent plus changer, sauf cas de force majeure entraînant l'impossibilité de l'organiser. Doit être considéré comme un cas de force majeure (énumération exhaustive) :

- Un changement au niveau du calendrier international,
- Les conditions météorologiques et hydrauliques,
- Une décision d'une administration officielle.

Dans le cas du report (date et/ou lieu) du Championnat de France, le Bureau Exécutif est chargé de valider la solution proposée par la Commission Nationale d'Activité concernée.

Pour les autres compétitions, le membre du Bureau Exécutif en charge de la Commission Sportive est chargé de valider la solution proposée par la Commission Nationale d'Activité concernée.

Article RG 12 - La saison sportive de l'année " N "

La saison sportive commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article RP CEL 1 - Listes des manifestations de Course en Ligne et de Marathon

Territorialité	Titre de la manifestation	Activités	Période dans la saison
NATIONAL	Championnat de France de Fond monoplace et équipages	Course en Ligne	Mars/Mai
	Open de France Elite sur les épreuves Olympiques	Course en ligne	Avril / Mai
	Open de France pour les autres épreuves (<u>courses de sélection des équipes de France</u>)	Course en ligne	<u>Avril-Octobre (N-1) / Mai</u>
	Championnat de France de Vitesse de Minimes à Vétérans	Course en Ligne	Juillet (même site de compétition)
	Championnat de France de Marathon	Marathon	Septembre / Octobre
INTERREGIONAL	Championnat Interrégional de fond (Sélectif National Fond Monoplace)	Course en Ligne	Mars
	Championnat Interrégional de vitesse et Sélectif National Vitesse N°1	Course en Ligne	Avril à Juin
	Sélectif National Vitesse N°2		
	Championnat Interrégional (Sélectif National Marathon)	Marathon	Mai à Octobre
REGIONAL	Championnat Régional de Fond	Course en Ligne Marathon	Avant la date du championnat de France de fond
	Championnat Régional de Vitesse	Course en Ligne	Avant la date du championnat de France de Vitesse

TITRE 2 : LES RÈGLES TECHNIQUES

Chapitre 1 : Les Règles de base

Section 1 : Définitions

Article RG 13 - Définition : compétition

Une compétition débute lors du premier entraînement officiel sur la zone de compétition, à défaut au début du 1^{er} match ou du 1^{er} départ et se termine après la dernière remise des médailles / récompenses ou publication des résultats sur la zone de compétition.

Durant cette période, les membres du corps arbitral habilités, selon leurs compétences, peuvent sanctionner les licenciés.

En dehors de cette période, un licencié peut informer le Bureau Exécutif de tous faits contraires aux règlements sportifs.

Article RG 14 - Définition : entraînement officiel

Les périodes d'entraînement officiel sont définies et annoncées par l'organisateur. Elles se déroulent avant, ou, le cas échéant, entre les phases de course ou entre les périodes de match.

Article RP CEL 2 - Caractéristiques des compétitions Course en Ligne et Marathon

Les épreuves de Course en Ligne et de Marathon se déroulent en eau calme, sur des bassins appropriés.

Les kayakistes et les céistes doivent parcourir les distances le plus vite possible.

Article RP CEL 2.1 - Les compétitions de Course en Ligne

Elles comportent des épreuves de Vitesse qui se déroulent en couloirs et des épreuves de Fond.

Article RP CEL 2.2 - Les compétitions de Marathon

Elles se déroulent sur de longues distances. Le parcours peut se faire avec virages et peut comporter des portages.

Section 2 : La zone de compétition

Article RP CEL 3 - Bassin de Course en Ligne

Article RP CEL 3.1 - Profondeur du bassin

La profondeur du bassin doit être supérieure à 2 mètres pour des épreuves nationales.

Toutefois des dérogations peuvent être accordées par la Commission Nationale d'Activité lors de l'attribution de la compétition.

Article RP CEL 3.2 - Délai pour le balisage

Le parcours doit être mesuré et balisé au moins 2 heures avant la première course (sauf cas particulier en accord avec la Commission Nationale).

Article RP CEL 3.3 - Balisage

Pour les épreuves de Vitesse (200 m, 500 m et 1000 m), le parcours doit s'effectuer en ligne droite et dans un seul sens à l'intérieur de couloirs dont la largeur est de 5 m minimum. Ces couloirs sont matérialisés par des bouées posées au minimum tous les 25 m dans les derniers 250 m et tous les 50 m pour le reste du parcours. Le couloir numéro 1 est situé à gauche dans le sens de la course. En cas de retransmission télévisée le couloir numéro 1 peut se situer à droite.

Article RP CEL 3.4 - Lignes de départ et d'arrivée

Les lignes de départ et d'arrivée doivent être perpendiculaires à l'axe longitudinal du parcours.

Elles doivent être balisées par des lignes de mire verticales sur les berges et par deux bouées rouges au-delà des limites du parcours.

Une ligne de bouées correspondant au balisage des couloirs doit être placée 2 mètres après la ligne d'arrivée.

Article RP CEL 3.5 - Virages

Les virages sont autorisés pour les épreuves de plus de 1000 m. Ils sont marqués par au moins 4 bouées et les dispositions suivantes doivent être respectées pour les compétitions nationales :

- Le rayon des virages doit mesurer au moins 32 mètres,
- Le parcours doit comporter au minimum 2 tours et au maximum 3 tours.

Article RP CEL 4 - Parcours de Marathon

Article RP CEL 4.1 - Types de courses

Elles peuvent être :

- Des courses de rivière sans obstacles ni interruption,
- Des courses de rivière avec obstacles tels que : barrages, rochers, hauts fonds comportant des portages obligatoires et/ou exceptionnels,
- Des courses sur lacs,
- Toute combinaison des courses ci-dessus.

Article RP CEL 4.2 - Distance des courses

	Distance minimale	Distance maximale	Temps maximum du vainqueur
Vétérans et Seniors	20 km	50 km	2 h 30 à 3 heures
Juniors	15 km	25 km	1 h 30 à 2 heures
Cadets et Canoës Dames	10 km	15 km	1 heure à 1 h 30

Les distances de courses, le nombre et la longueur des portages devront être validés par le Délégué Technique (une personne désignée par la Commission Nationale d'Activité).

Article RP CEL 4.3 - Portage

Le portage n'est possible qu'aux endroits prévus par l'organisateur. Les limites de débarquement et de réembarquement du ou des portages seront matérialisées par 2 drapeaux divisés en diagonale, moitié rouge, moitié jaune.

La zone de débarquement devra permettre la sortie de 4 kayaks biplaces simultanément, de même pour la zone d'embarquement.

La zone de portage sera divisée en 2 zones longitudinalement :

- Une zone rapide où le ravitaillement n'est pas possible,
- Une zone lente permettant le ravitaillement.

La largeur de ces deux zones devra permettre le passage de 2 kayaks biplaces simultanément.

Section 3 : Le comportement en compétition

Article RG 15 - La sécurité

Tout participant à une compétition est tenu de porter secours à toute personne en danger sur une compétition. Tout licencié est tenu de ne pas adopter des comportements qui pourraient s'avérer dangereux pour lui-même, pour d'autres compétiteurs, pour des sauveteurs ou des spectateurs. En cas de non-respect, une sanction peut être prise en fonction de la gravité des faits.

Un compétiteur peut encourir une sanction disciplinaire pour l'ensemble d'une compétition en cas de non-respect des règles de sécurité concernant l'embarcation décrite dans les règles particulières et dans les équipements de protection individuelle (casque, gilet d'aide à la flottabilité, ...).

Article RG 16 - Les fraudes

Des sanctions sont prévues pour toutes fraudes, ou tentatives de fraude, d'un compétiteur sur l'inscription ou la participation à une compétition.

Article RG 17 - Le comportement

Toute agression, même verbale envers un officiel, compétiteur, public, pendant toute la durée de la compétition, peut entraîner une sanction disciplinaire (ou un éventuel dépôt de plainte de la victime au pénal). En cas de comportements irrespectueux, violents ou en contradiction avec l'éthique sportive, tout licencié de la FFCK peut être sanctionné, même en tant que simple spectateur.

Les dirigeants, les entraîneurs, et les chefs d'équipes, peuvent encourir les sanctions suivantes : disqualification, déclassement de leurs athlètes ou équipes, ou avertissement.

Article RG 18 - La cérémonie protocolaire

La remise des récompenses fait partie de la compétition. Elle s'effectue en conformité avec le protocole prévu au guide de l'organisateur. Les compétiteurs qui reçoivent une récompense doivent être présents à cette cérémonie et en respecter le protocole. Sur tous les Championnats de France, les compétiteurs qui reçoivent une récompense doivent porter une tenue officielle de leur club ou, à défaut, une tenue correcte.

Article RP CEL 5 - Tenue du compétiteur

Les compétiteurs doivent, aussi bien à terre que dans les embarcations, être vêtus de façon correcte. Le port de la tenue aux couleurs de leur club est obligatoire pendant les courses et lors des cérémonies protocolaires.

En cas de non-respect de ces règles, le Chef des Officiels peut prendre toute décision nécessaire envers le ou les sportifs concernés allant jusqu' à l'exclusion du résultat de la course ou du podium.

Chapitre 2 : Les Officiels

Article RG 19 - Officiels

L'organisateur de manifestations veille à ce que tous les officiels de la manifestation soient en possession d'un titre fédéral :

- Pour le R1, la possession d'une licence Canoë Plus est obligatoire.
- Pour les juges et les arbitres, la possession
 - D'une licence Canoë Plus pour les niveaux national et interrégional est obligatoire,
 - D'une licence Canoë Famille, Canoë Pagaies Couleurs ou Canoë Pas Jeune pour le niveau de juge régional (slalom) ou officiel de table de marque en kayak polo est obligatoire au minimum.
- Pour les autres officiels, un autre titre fédéral est possible.

Le Président de la Commission Nationale d'Activité concernée veille à ce que le délégué Commission Nationale d'Activité soit en possession d'une licence Canoë Plus.

Article RP CEL 6 - Liste des officiels

Les compétitions sont organisées sous le contrôle des officiels suivants :

- Président du Comité de Compétition,

Les juges assumant les fonctions de :

- Chef des officiels,
- Premier Juge à l'arrivée,
- Responsable de l'embarquement,
- Starters et les Aligneurs,
- Juges de parcours,
- Juges de virages,
- Juges de portage en Marathon,
- Juges à l'arrivée,
- Chronométrateurs,
- Juges chargés du contrôle des bateaux.

Les officiels techniques concourant à la réalisation de la compétition :

- L'organisateur de la compétition,
- Le responsable de la sécurité,
- Le responsable technique,
- Le gestionnaire de courses
- L'annonceur,
- Le chargé de presse,
- Le délégué de la Commission Nationale d'Activité,
- Le délégué AFLD³.

Tout officiel qui constate une infraction au règlement en avise immédiatement le Chef des officiels.

Article RP CEL 6.1 - Cumul de postes

Si les circonstances le permettent ou l'exigent, une personne peut cumuler plusieurs fonctions.

Article RP CEL 6.2 - Accès à la zone réservée aux officiels

L'accès à la zone d'arrivée est réservé aux officiels et aux chefs d'équipes, lorsqu'ils sont convoqués par le Comité de compétition ou pour y déposer une réclamation.

Article RP CEL 7 - Rôle des officiels

Les officiels sont garants du bon déroulement de la manifestation et du respect des règles.

Section 1 : Les juges

Article RP CEL 8 - Comportement des juges

Les juges se conduisent d'une manière courtoise et impartiale conformément à l'annexe 7 du règlement intérieur de la FFCK.

³ AFLD : Agence Française de Lutte contre le Dopage

Article RP CEL 9 - Désignation des juges de la compétition

- **La nomination des chefs des officiels se fera selon la proposition suivante :**
 - La **CNA** nommera avant fin décembre les chefs des officiels pour toutes les compétitions de l'année,
 - La **CNA** désignera avant le 15 février les juges retenus pour les Championnats de France.
 - Le chef des officiels, mandaté par le Bureau de la CNA, et le référent du corps arbitral, en collaboration avec les délégués des interrégions et les référents juges interrégionaux désigneront les juges retenus pour les compétitions interrégionales.

- **La nomination des juges sur les manifestations se fera selon la proposition suivante :**
 - Le Bureau de la CNA lancera fin novembre un appel à tous les clubs de N1, N2 et N3 (qui peuvent en présenter) pour présenter un juge sur les compétitions avec retour pour le 31 janvier,
 - La règle de la représentation d'1 juge par club **minimum**, sera appliquée. (Article RP 9 et RP 61.1 du règlement sportif). *Un club pourra présenter plusieurs juges sur la feuille de proposition des juges, sur une même compétition, pour la saison à venir,*
 - Les clubs de N1 ou depuis au moins 2 ans en N2 qui n'ont pas de juges se verront systématiquement appliqués une pénalité de **80 €** par compétition tant qu'ils n'enverront pas un juge en formation. Les clubs de N1 et N2 qui ne proposeront pas de juges en cas d'appel à candidature (carence de juge sur une compétition) pourront se voir réclamer une pénalité de **80 €**,

- Un juge inscrit sur une compétition ne sera pas systématiquement retenu si le nombre nécessaire à la bonne tenue d'une compétition est atteint,
- **Important :**
 - Les juges devront valider leur présence au moins 2 mois avant la compétition auprès du chef des officiels, afin de permettre à l'organisateur d'optimiser les hébergements.
 - Un juge retenu pour une compétition qui ne pourrait être présent (sauf cas de force majeure) devra en informer son club qui devra le remplacer sous peine de se voir appliquer l'amende de **80 €** prévu au règlement. Le club doit en informer le référent national des juges.

Article RP CEL 10 - Participation des juges aux compétitions régionales

Les juges doivent participer avec leur comité régional aux organisations régionales et interrégionales pour être retenus lors des compétitions nationales.

Article RP CEL 11 - Le Chef des Officiels

Il organise et coordonne l'action des juges, valide les résultats, et réunit le comité de compétition, en cas de besoin. Aux championnats de France, ces missions ne peuvent être assumées que par des juges classés dans la catégorie «A» telle que définie par l'annexe 7 du règlement intérieur de la FFCK. A l'issue de la compétition, il établit un procès-verbal.

Il est le garant du respect des procédures et de l'application du présent règlement sportif sur la compétition.

Les missions et responsabilités du Chef des Officiels sont :

- De faire respecter le règlement sportif et le cahier des charges (en relation avec le R1),
- D'enquêter sur tous faits de course et sur les appréciations des juges en cas de demande de vérification ou de réclamation ou à son initiative,

- De valider les résultats de la course avant envoi au responsable des classements pour officialisation.

Article RP CEL 12 - Le responsable de l'embarquement

- Il s'assure que les bateaux (dont les plaques à numéro), l'équipement des compétiteurs (tenue) sont conformes au règlement,
- Il met les bateaux à disposition de l'aligneur quand il estime que toutes les conditions ci-dessus sont remplies,
- Il informe le chef des officiels de tout problème de conformité au règlement.

Article RP CEL 13 - L'aligneur

Il place les compétiteurs sur la ligne de départ dans les délais impartis. Il vérifie les plaques de numéros sur les bateaux, le cas échéant les dossards. Il signale tout manquement au starter. Quand les bateaux sont alignés, il passe les bateaux sous les ordres du starter.

Article RP CEL 14 - Le Starter

Il décide de toutes les questions concernant le départ des courses. Il est seul responsable des décisions en cas de faux départs ; ses décisions sont définitives. Après accord du Comité de compétition, il donne le départ, en accord avec le règlement.

Article RP CEL 15 - Le juge de parcours

Le juge de parcours veille au respect du règlement.

Si celui-ci n'est pas respecté, il lève un drapeau rouge et rapporte l'infraction au Chef des Officiels, qui en réfère au Comité de compétition. Si aucune infraction n'a été relevée, il lève le drapeau blanc. En cas d'impossibilité de poursuivre la course, le juge de parcours doit l'arrêter. Lorsque tous les bateaux sont arrêtés, ils retournent au départ.

Il vérifie qu'aucune embarcation n'accompagne ou n'encourage les bateaux en course, il rappelle à l'ordre et le cas échéant dresse un rapport qu'il adresse au Chef des Officiels.

Article RP CEL 16 - Le juge de virage

Il se place le mieux possible afin de contrôler si les compétiteurs respectent les règles au passage du virage. Il relève les infractions qu'il rapporte au Chef des Officiels dès que possible.

Article RP CEL 17 - Juge de contrôle de passage

Il établit la liste de tous ceux qui passent en course, son placement sur le parcours est décidé par le Chef des Officiels.

Article RP CEL 18 - Les juges de portages

Les juges de portages sont deux ou trois en fonction de la zone de portage et des besoins, ils relèvent les infractions qu'ils transmettent dès que possible au responsable du portage qui prévient le Chef des Officiels.

Ils surveillent :

- La zone de débarquement,
- La zone d'embarquement,
- Le ravitaillement et le portage.

Article RP CEL 19 - Le premier juge à l'arrivée

Il seconde le Chef des officiels. Il est l'un des juges à l'arrivée.

Article RP CEL 20 - Les juges à l'arrivée

Ils valident le bon franchissement et l'ordre dans lequel les compétiteurs franchissent la ligne d'arrivée. Ils sont placés au poste d'arrivée, face à la ligne, ils peuvent s'aider de tous moyens facilitant leur jugement (vidéo, photo-finish...). En cas d'utilisation d'un système photo-finish, celui-ci sera prépondérant pour déterminer l'ordre d'arrivée.

Article RP CEL 21 - Le juge chargé du contrôle des bateaux

Il vérifie la conformité des bateaux au règlement (poids, mensurations, flottabilité), rapporte immédiatement toute infraction constatée au Chef des Officiels et le cas échéant, saisit le bateau jusqu'à la décision finale.

Article RP CEL 22 - Les chronométrateurs

Ils enregistrent les temps et les collationnent avec la liste des bateaux arrivés. Ils vérifient le bon fonctionnement permanent de leur matériel.

En cas d'utilisation de photo-finish, le premier juge à l'arrivée valide les résultats de la photo-finish.

Section 2 : Les officiels techniques

Article RP CEL 23 - Le Délégué de la Commission Nationale d'Activité

Le délégué de la Commission Nationale d'Activité est nommé par le président de la Commission Nationale d'Activité sur les épreuves nationales. Il est d'office Délégué AFLD.

Il assure le bon fonctionnement des éventuels contrôles antidopage, représente la Commission Nationale d'Activité sur la course où il est nommé.

Il recueille le procès-verbal et le transmet, avec son rapport à la Commission Nationale d'Activité.

Article RP CEL 24 - L'organisateur (R1)

Il est chargé de :

- Superviser les courses,
- S'assurer que l'annonceur communique toutes les informations nécessaires au bon déroulement des courses,
- Informer les officiels, en temps voulu, de tout problème,
- S'assurer du bon fonctionnement de toute l'administration de la compétition.

Article RP CEL 25 - Le responsable technique

Il supervise tout ce qui ressort du domaine matériel et technique. Il assure la mise en place de toutes les structures nécessaires au déroulement de la manifestation et en assure l'efficacité durant les épreuves (système de départ, photo-finish, vidéo, connexions radio, contrôle des bateaux, etc.)

Article RP CEL 26 - Le responsable de la sécurité

Il doit, en fonction des circonstances locales :

- Assurer la présence de bateaux de sécurité sur le bassin,
- Disposer du matériel de première urgence,
- Etre en mesure, à défaut d'un service de secours sur place, d'alerter les secours d'urgence sans délai,
- Réguler la circulation des bateaux avant et pendant les courses,
- S'assurer de la surveillance du bassin et des installations de l'organisation,
- Diligenter les secours.

Article RP CEL 27 - Le gestionnaire de course

Le gestionnaire de compétition est responsable de l'enregistrement, de la parution et de l'affichage des résultats après validation du chef des officiels. Il conserve les listes des bateaux arrivés avec leur temps, les rapports des procédures de réclamations, de disqualifications. Il fournit au chargé de presse officiel, toutes les informations nécessaires sur le déroulement des courses et les résultats.

Article RP CEL 28 - L'annonceur

Sur les instructions du Comité de compétition, il annonce le départ de chaque course avec la ligne d'eau, le nom et le club des concurrents. Il peut donner le nom des compétiteurs ayant commis un faux départ, commenter le déroulement de la course. Il annonce les résultats officiels.

Article RP CEL 29 - Le chargé de presse

Le chargé de presse officiel doit fournir toutes les informations nécessaires aux représentants des médias concernant les compétitions et leur déroulement. Dans ce but, il est autorisé à demander des renseignements aux différents officiels qui doivent lui procurer, aussitôt que possible, copie des résultats. Il organise les entretiens entre les médias et les compétiteurs ou officiels.

Article RP CEL 30 - Les chefs d'équipe

Le chef d'équipe, délégué par le Président de son club doit être en possession d'une licence Canoë Plus. Il est le seul interlocuteur de l'équipe de compétiteurs vis-à-vis du Comité d'organisation et du Comité de compétition. Il doit assister à la réunion technique et le cas échéant, poser les réclamations.

Il est garant du respect, par les membres de son club, des règles de déontologie du sport.

Section 3 : Les délégués AFLD

Article RG 20 - Réglementation de l'Agence Française de Lutte contre le Dopage (A.F.L.D.) sur l'organisation de manifestations sportives

Conformément à l'article R.232-60 du code du sport, les organisateurs de compétitions ou de manifestations sportives prévues au calendrier de la FFCK sont tenus de prévoir la présence d'un délégué AFLD lors de toute compétition ou manifestation sportive.

En l'absence d'escortes (prévues à l'article R.232-56 du code du sport) mises à sa disposition et formées à cet effet, la personne chargée du contrôle peut décider soit de procéder au contrôle, soit de l'annuler. Dans ce dernier cas, elle établit un rapport à l'intention de l'Agence Française de Lutte contre le Dopage et en transmet une copie à la fédération sportive intéressée.

Article RG 21 - Mission du Délégué AFLD

En cas de contrôle antidopage, le délégué AFLD veille au bon déroulement du contrôle en assistant la personne chargée du contrôle. Il facilite les relations entre l'organisateur, les sportifs et le préleveur. Il désigne les escortes mises à la disposition de la personne chargée du contrôle anti-dopage. La personne contrôlée doit être accompagnée dans tous ses déplacements par la personne chargée du contrôle ou par une escorte. L'escorte doit être du même sexe que la personne contrôlée. Le délégué AFLD est tenu, à la demande de la personne

chargée du contrôle, de participer à la désignation des sportifs à contrôler et d'assister celle-ci dans le déroulement des opérations de contrôle.

La formation du Délégué AFLD est prévue à l'article R.232-57 du code du sport. Les modalités et le contenu de cette formation sont prévus par les délibérations n°69 et 70 du 4 octobre 2007 du collège de l'AFLD.

Article RG 22 - Nomination du Délégué AFLD

Dans le cas où la Commission Nationale d'Activité concernée n'a pas nommé de Délégué Commission Nationale d'Activité, le responsable de l'organisation est chargé de désigner un délégué AFLD sur place.

Section 4 : Les instances de décision

Article RP CEL 31 - Le comité de sélection

Article RP CEL 31.1 - Composition

Il est composé des membres du bureau de la Commission Nationale d'Activité, des quatre délégués des interrégions ou leurs représentants, d'un représentant des clubs de National 2 ou National 3 pour chaque interrégion et d'un représentant des gestionnaires de course.

Article RP CEL 31.2 - Rôle

Il arrête la liste des bateaux sélectionnés aux championnats de France selon les critères définis dans le règlement particulier Course en Ligne/Marathon.

Il peut accorder des dérogations aux compétiteurs pour des situations exceptionnelles, si le responsable du club du compétiteur en fait la demande motivée et écrite au minimum 15 jours avant la date de clôture des inscriptions à la compétition. Il en est ainsi notamment pour :

- Les compétiteurs des Equipes de France en fonction de la saison sportive, et en accord préalable entre la Commission Nationale d'Activité et le directeur des Equipes de France,
- Les compétiteurs appartenant aux DROM-COM.

Article RP CEL 32 - Le Comité de compétition

Article RP CEL 32.1 - Composition

Article CEL 32.1.1 - Au niveau régional

La direction de la compétition est assurée par un Comité de compétition composé :

- Du Président du comité régional, qui préside le comité de compétition,
- Du Chef des officiels,
- D'un représentant soit des chefs d'équipes, soit des entraîneurs, soit des compétiteurs différent du représentant au jury d'appel.

Article CEL 32.1.2 - Au niveau inter régional

La direction de la compétition est assurée par un Comité de compétition composé :

- Du Président de la Commission Nationale d'Activité, ou du délégué interrégional concerné, qui préside le comité de compétition,
- Du Chef des officiels,
- D'un représentant soit des chefs d'équipes, soit des entraîneurs, soit des compétiteurs différent du représentant au jury d'appel.

Article CEL 32.1.3 - Aux championnats de France

La direction de la compétition est assurée par un Comité de compétition composé :

- Du Président de la Commission Nationale d'Activité, ou du délégué interrégional concerné, qui préside le comité de compétition,
- Du Chef des officiels,

De l'organisateur de la compétition ou son représentant.

Article RP CEL 32.2 - Rôle

Le Comité de compétition doit :

- Organiser la compétition et superviser son déroulement,
- Ajourner la compétition en cas de défaillance de la sécurité mise en place, d'intempéries ou de causes fortuites, rendant impossible le bon déroulement de la compétition,
- Entendre les réclamations qui peuvent se manifester et trancher les différends qui peuvent naître, après avoir entendu toutes les parties nécessaires pour avoir une opinion éclairée.

Article RG 23 - Jury d'appel

Article RG 23.1 - Compétences

D'un point de vue sportif : deuxième instance de décision

Il se réunit sous la responsabilité de son Président, à la demande d'une réclamation écrite d'un licencié FFCK et il vérifie la conformité de la procédure employée par le juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels ou chef juge) ou le comité de compétition pour prendre une décision. Il peut demander au juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels ou chef juge) ou au comité de compétition de se mettre en conformité avec la procédure et éventuellement revoir sa décision.

D'un point de vue disciplinaire : première instance de décision

Il peut :

- S'autosaisir ou être saisi par tout licencié lors d'un comportement antisportif ou d'un problème d'incivilité d'un licencié durant la compétition. Dans ce cas, il doit établir un rapport reprenant les faits et sa décision, qu'il transmet au Président de la FFCK ;
- Prononcer les sanctions suivantes : avertissement, pénalité sportive, pénalité financière, déclassement et disqualification conformément aux règles particulières de l'activité.

Article RG 23.2 - Composition

Au niveau régional, il se compose de trois personnes :

- **Du Président de la Commission Régionale de l'Activité ou de son représentant (Président du Jury d'Appel),**
- **Du responsable de l'organisation ou de son représentant (qui ne peut pas être un compétiteur),**
- **D'un représentant soit des chefs d'équipes, soit des entraîneurs, soit des compétiteurs.**

Au niveau national et interrégional, il se compose de trois personnes :

- **Du Président de la Commission Nationale d'Activité ou de son représentant (Président du Jury d'Appel),**
- **Du responsable de l'organisation ou de son représentant (qui ne peut pas être un compétiteur),**
- **D'un représentant soit des chefs d'équipes, soit des entraîneurs, soit des compétiteurs.**

Aux Championnats de France, il doit être séparé du Comité de compétition. Il se compose de quatre personnes :

- **D'un membre du Bureau Exécutif ou de son représentant (Président du Jury d'Appel avec un droit de vote double en cas de blocage),**
- **Du Président du Comité Régional de Canoë-Kayak d'accueil ou de son représentant,**
- **D'un membre du Conseil Fédéral ou de son représentant nommé par le Président du Conseil Fédéral,**
- **Du Président de la Commission Nationale d'Activité ou de son représentant.**

Les membres du Jury d'Appel doivent statuer en toute indépendance et impartialité, dans le cas où l'un d'entre eux est impliqué dans le dossier à traiter par ce jury, il devra être remplacé.

Article RG 23.3 - Modalités de travail

Le jury peut consulter les juges et les autres officiels techniques afin d'obtenir les informations nécessaires pour pouvoir rendre sa décision et entendre les parties mises en cause.

Le jury doit motiver, rédiger sa décision et la transmettre ou la communiquer aux parties.

Article RP CEL 33 - Composition

Au niveau régional, il se compose de trois personnes :

- Du Président de la Commission Régionale de l'Activité ou de son représentant (Président du Jury d'Appel),
- Du responsable de l'organisation ou de son représentant (qui ne peut pas être un compétiteur),
- D'un représentant soit des chefs d'équipes, soit des entraîneurs, soit des compétiteurs.

Au niveau national et interrégional, il se compose de trois personnes :

- Du Président de la Commission Nationale d'Activité ou de son représentant (Président du Jury d'Appel),
- Du responsable de l'organisation ou de son représentant (qui ne peut pas être un compétiteur),
- D'un représentant soit des chefs d'équipes, soit des entraîneurs, soit des compétiteurs.

Aux Championnats de France, il doit être séparé du Comité de compétition. Il se compose de quatre personnes :

- D'un membre du Bureau Exécutif ou de son représentant (Président du Jury d'Appel avec un droit de vote double en cas de blocage),
- Du Président du Comité Régional de Canoë-Kayak d'accueil ou de son représentant,

- D'un membre du Conseil Fédéral ou de son représentant nommé par le Président du Conseil Fédéral,
- Du Président de la Commission Nationale d'Activité ou de son représentant.

Section 5 : Les réclamations et sanctions

Article RP CEL 34 - Disqualifications

Toute disqualification doit être immédiatement notifiée par écrit avec le motif, par le Chef des Officiels, au chef d'équipe qui en accuse réception.

L'affichage du résultat de l'épreuve peut faire office de notification à la condition qu'elle soit signée du Chef des Officiels avec l'heure d'affichage.

Article RP CEL 35 - Réclamations

Une réclamation peut être demandée concernant les sanctions ou une irrégularité dans le déroulement de la compétition. Celle-ci doit être formulée par écrit et accompagnée d'une caution de 15€ (chèque à l'ordre de « FFCK ») par le chef d'équipe de l'embarcation (obligatoirement licencié canoë plus à la FFCK).

Toute réclamation doit être faite auprès du Chef des Officiels dans un délai maximal de 10 minutes, afin de ne pas impacter les cérémonies des podiums, après l'affichage du résultat de l'épreuve sur le tableau officiel. Passé ce délai, le résultat est acquis et plus aucune procédure ne peut être engagée.

Le Chef des Officiels évalue le bien-fondé de cette réclamation par une enquête. Il consulte les juges. Il est le seul à décider de la suite à donner. Les décisions du Chef des Officiels sont affichées, (signature du Chef des Officiels et heure d'affichage). En cas de réponse favorable, la caution est rendue au chef d'équipe de l'embarcation. En cas de réponse défavorable, la caution est encaissée par la FFCK.

En cas de besoin, le chef des Officiels réunira le comité de compétition afin de traiter cette réclamation.

A la discrétion du Chef des Officiels, des demandes d'explication de faits ou d'erreurs techniques peuvent être reçues sans caution.

Article RG 24 - Appel

D'un point de vue sportif, les faits de jugement ne peuvent pas faire l'objet d'un appel au jury. Le représentant du club de l'embarcation (obligatoirement licencié FFCK), peut faire appel au jury s'il pense qu'il y a une anomalie dans la procédure de prise de décision du juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels ou chef juge) ou du comité de compétition.

Le recours au jury d'appel doit être effectué auprès du président du jury dans un délai de 20 minutes après l'affichage de la décision du juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels ou chef juge) ou du comité de compétition. Celui-ci doit être formulé par écrit, en spécifiant le point de procédure contesté dans la prise de décision du juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels ou chef juge) ou du comité de compétition. Le recours est accompagné d'une caution de 75€ (chèque à l'ordre de la « FFCK »).

En cas de décision favorable à l'athlète, la caution lui est rendue. Dans le cas contraire, la caution est encaissée.

D'un point de vue disciplinaire, tout licencié peut saisir le jury d'appel lors de comportements anti sportifs afin que ce dernier statue et prenne une décision. Cette décision est susceptible d'un appel devant la Commission disciplinaire de première instance (Commission Nationale de Discipline) de la FFCK.

Chapitre 3 : Organisation de la compétition

Article RG 25 - Composition d'un équipage

Dans toutes les compétitions, un équipage peut être composé par des compétiteurs provenant de plusieurs clubs selon des modalités précisées dans les règles particulières.

Article RP CEL 36 - Equipages interclubs

Les équipages interclubs pourront être autorisés pour les compétitions gérées par la Commission Nationale Course en Ligne, Marathon et Paracanoë selon les modalités définies dans les annexes.

Section 1 : Le déroulement des compétitions de Course en Ligne

Article RP CEL 37 - Départ et arrivée

Article RP CEL 37.1 - Présence des compétiteurs au départ

Les compétiteurs doivent être sur l'eau dans l'aire de départ 2 minutes avant l'horaire prévu dans le sens de la course et dans leur couloir.

A défaut ils peuvent recevoir un avertissement.

L'aire de départ est celle située 100 mètres en amont de la ligne de départ.

Le départ peut être donné sans tenir compte des absences.

Le départ peut être refusé aux compétiteurs qui se présentent sans plaque numéro ou sans le maillot de club.

Article RP CEL 37.2 - Position des bateaux sur la ligne de départ

La position des embarcations au départ doit être telle que l'étrave de chaque embarcation soit alignée sur la ligne de départ.

Article RP CEL 37.3 - Ordre de départ

Si le bassin est équipé d'un système automatique de départ, le starter utilise les commandements suivant « **Ready** » « **Set** » « **Go** », ou un coup de feu ou un signal sonore.

Si le bassin n'est pas équipé d'un système de départ automatique et pour les courses de fond, le starter donne le signal du départ par un coup de feu ou par le mot "Go", quand il estime que les bateaux sont correctement alignés.

Article RP CEL 37.4 - Faux départ en Course en Ligne

Il y a un faux départ en cas de départ avant le signal. Le starter ordonne aux concurrents de s'arrêter au moyen d'un coup de feu, d'un coup de sifflet ou d'un signal sonore. Le ou les fautifs sont crédités d'un avertissement. Un avertissement peut être donné par le starter lorsqu'un concurrent refuse de reculer pour s'aligner. Tout compétiteur averti deux fois sur la même série est disqualifié.

Article RP CEL 37.5 - Bris de pagaie

Le concurrent qui casse sa pagaie ne peut en recevoir une de quiconque.

Article RP CEL 37.6 - Arrivée

La ligne d'arrivée est franchie lorsque l'étrave de l'embarcation coupe la ligne. Cependant pour qu'un bateau soit classé, il faut que tous les équipiers soient à bord lors du franchissement.

Article RP CEL 37.7 - Encouragements

Il est interdit :

- A toute embarcation d'accompagner un concurrent pour lui donner des conseils ou l'encourager, même en se tenant hors du parcours ;
- D'encourager un compétiteur au moyen d'une amplification électrique ou pneumatique.

Le compétiteur qui a profité de ce concours est mis hors course et l'accompagnateur, s'il est licencié d'une structure fédérale, est passible d'une sanction disciplinaire.

Article RP CEL 38 - Règles particulières aux courses de Vitesse

Article RP CEL 38.1 - Règles d'évolution dans le couloir

Dans les courses jusqu'à 1000 mètres, les embarcations doivent rester dans le centre de leur couloir du départ jusqu'à l'arrivée. En cas de déviation, le bateau doit immédiatement rejoindre le centre de sa ligne. Aucune embarcation ne doit s'approcher de moins de 5 mètres d'une autre embarcation.

Article RP CEL 38.2 - Nombre de bateaux par épreuve

Si le nombre d'embarcations inscrites pour les épreuves de Vitesse est important, la mise en place de séries est nécessaire.

Lors de la présentation du programme en réunion de confirmation, le nombre de bateaux par série doit être égal; si cela n'est pas possible, les premières séries pourront comporter un bateau de plus. Des grilles d'accèsion aux finales, préétablies, peuvent être utilisées.

Article RP CEL 38.3 - Compositions des séries – Accès au tour suivant

La composition des séries doit être faite de telle façon qu'au moins une ou plusieurs embarcations accèdent aux tours suivants. Elle doit respecter le principe des têtes de série issues de la valeur sportive du moment de sorte qu'elles soient équilibrées.

Les modalités de calcul de la valeur sportive d'un bateau sont définies dans une annexe au règlement sportif.

En cas de suppression de plusieurs compétiteurs dans la même série lors de la réunion technique, le délégué de la Commission Nationale d'Activité et le gestionnaire de course peuvent procéder à un tirage général des séries de l'épreuve.

Article RP CEL 39 - Règles particulières aux courses de Fond

Article RP CEL 39.1 - Gêne des autres concurrents

Les compétiteurs peuvent dévier de leur trajectoire pourvu qu'ils ne causent pas de gêne à d'autres compétiteurs.

Article RP CEL 39.2 - Passage des virages lors des courses de Fond

Les virages sont passés avec les bouées à gauche (sens contraire des aiguilles d'une montre). L'embarcation doit suivre aussi près que possible la courbe du virage. La priorité s'apprécie à l'entrée du virage. Pour être prioritaire au virage il faut posséder une avance suffisante. Cette avance correspond à la longueur mesurée de l'étrave jusqu'au premier hiloire pour les kayaks, ou de l'étrave au genou d'appui du premier équipier pour les canoës. Un compétiteur peut toucher une bouée, toutefois, s'il en tire avantage, il peut être disqualifié.

Article RP CEL 39.3 - Bateau rattrapé

Quand un bateau en rattrape un autre, il ne doit pas le gêner dans sa trajectoire et il est du devoir de l'embarcation rattrapée de laisser le passage.

Article RP CEL 39.4 - Collision

Tout compétiteur qui est responsable d'une collision ou cause des dommages à un autre bateau, ou à un autre compétiteur peut être sanctionné à partir du rapport du juge de virage ou le juge de parcours.

Les sanctions possibles sont : avertissement, pénalité de temps (définie en annexe) ou disqualification.

Si le juge estime que la collision est intentionnelle, il propose la disqualification du compétiteur ou de l'embarcation responsable.

Article RP CEL 39.5 - Dessalage

En cas de dessalage, le compétiteur (ou l'équipage) est éliminé de la course s'il n'est pas en mesure de remonter dans le bateau sans aide extérieure.

Section 2 : Le déroulement des compétitions de Marathon

Article RP CEL 40 - Départ

Article RP CEL 40.1 - Présence des compétiteurs au départ

Les compétiteurs doivent être sur l'eau, dans l'aire de départ, 2 minutes avant l'horaire prévu.

A défaut ils peuvent recevoir un avertissement.

L'aire de départ est celle située 100 mètres en amont de la ligne de départ.

Le départ peut être donné sans tenir compte des absences.

Enfin, le départ peut être refusé aux compétiteurs qui se présentent sans plaque, sans dossard ou sans maillot de club.

Article RP CEL 40.2 - Procédures de départ

Dans tous les cas, les bateaux sont appelés 10 minutes avant l'heure prévue du départ.

- **Départ arrêté** : Le starter devra s'assurer que tous les équipages sont immobiles sur la ligne de départ. Quand il est sûr que tous sont immobiles, il donne le départ par un coup de feu ou de corne. Si un compétiteur commence à pagayer avant le coup de feu, il a fait un faux départ et reçoit un avertissement. Un second avertissement entraînera 2 minutes de pénalité. Un troisième, la disqualification pour la course. Un compétiteur disqualifié doit quitter l'aire de départ immédiatement.
- **Départ lancé** : Les bateaux s'alignent en amont de la ligne de départ et se laissent dériver vers le starter. Le starter s'assure que l'alignement est aussi droit que possible et qu'aucun avantage indu ne provienne du départ. Le starter estime que les bateaux sont correctement alignés, il laisse la ligne des bateaux dériver dans la zone des 10 mètres en amont de la ligne de départ et donne le départ par un coup de feu ou de corne ou le mot « **Go** ». Si un compétiteur commence à pagayer avant le coup de feu, il a fait un faux départ. Une pénalité de 2 minutes est attribuée au(x) compétiteur(s) fautif(s).
- **Départ à intervalles** : Les compétiteurs sont appelés à leur place de départ dans l'ordre prédéterminé. Ils doivent être avisés 5 minutes, 2

minutes, 1 minute avant l'heure de départ. Le starter s'assure que chaque compétiteur est immobile et parfaitement placé. Le compétiteur qui traverse la ligne de départ avant le signal des 10 dernières secondes est pénalisé du temps restant avant le temps effectif prévu. Un compétiteur qui commence à pagayer entre l'avertissement des 10 secondes et l'ordre de départ reçoit une pénalité de 2 minutes.

- **Départ sur plusieurs lignes** : En cas de nécessité et plus particulièrement quand le lieu de compétition n'est pas suffisamment large l'organisateur peut, au regard du nombre de concurrents, proposer un départ sur plusieurs lignes. Le classement des compétiteurs sur la ligne de départ est décidé par le Chef des Officiels.

Article RP CEL 40.3 - Notifications des pénalités

Les pénalités imposées par cette règle sont notifiées au chef d'équipe du compétiteur concerné, par le Chef des Officiels ou un juge. La notification de pénalité est indiquée au compétiteur au premier point de contrôle, dans la mesure du possible.

Article RP CEL 40.4 - Épreuve à plusieurs étapes

Quand une épreuve est divisée en plusieurs étapes, les départs des étapes suivantes, le même jour, sont exécutés individuellement ou en groupes comme l'organisateur l'a indiqué à la réunion des chefs d'équipes. S'ils sont exécutés individuellement, les compétiteurs partent dans l'ordre d'arrivée de l'étape précédente et avec le même intervalle de temps.

Si les départs sont en groupe, ceux-ci doivent prendre en compte l'arrivée de l'étape précédente et les différences de temps enregistrés. Les temps sont cumulés, le gagnant est celui qui a obtenu le meilleur temps à l'addition des manches, en tenant compte des pénalités données par le Comité de compétition.

Les départs des jours suivants peuvent utiliser n'importe quelle méthode de départ décrite ci-dessus.

Article RP CEL 40.5 - Bris de pagaie

Le concurrent qui casse sa pagaie ne peut en recevoir une de quiconque en dehors des conditions définies à l'article RP 41.7.

Article RP CEL 41 - Parcours - Virages

Article RP CEL 41.1 - Passage des virages lors des courses de Marathon.

Le sens et la matérialisation des virages sont définis librement par l'organisateur. Il n'y a pas de priorité au virage.

Article RP CEL 41.2 - Gêne des autres concurrents

Les compétiteurs peuvent dévier de leur trajectoire pourvu qu'ils ne causent pas de gêne à d'autres compétiteurs.

Article RP CEL 41.3 - Bateau rattrapé

Quand un bateau en rattrape un autre, il ne doit pas le gêner dans sa trajectoire et il est du devoir de l'embarcation rattrapée de laisser le passage.

Article RP CEL 41.4 - Portage en Marathon

Les compétiteurs ne peuvent effectuer les portages qu'aux endroits indiqués par l'organisateur. En aucun cas on ne peut utiliser le portage pour raccourcir la course. Il est interdit d'utiliser la zone lente dédiée exclusivement au ravitaillement, pour doubler les bateaux passant par la zone rapide. Il est interdit de courir dans l'eau se trouvant entre les drapeaux de la zone de portage. Quand on rencontre des hauts fonds, il est permis de débarquer dans le lit de la rivière et de tirer ou porter son bateau.

Article RP CEL 41.5 - Assistance sur l'eau

Un compétiteur ne peut être accompagné ou assisté, en aucune façon, sauf pour raison de sécurité.

Article RP CEL 41.6 - Encouragements

Il est interdit :

- A toute embarcation d'accompagner un concurrent pour lui donner des conseils ou l'encourager, même en se tenant hors du parcours,
- D'encourager un compétiteur au moyen d'une amplification électrique ou pneumatique.

Le compétiteur qui a profité de ce concours, est mis hors course et l'accompagnateur, s'il est licencié d'une structure fédérale, est passible d'une sanction disciplinaire.

Article RP CEL 41.7 - Assistance sur zones de portages.

Un compétiteur peut recevoir l'aide d'une équipe d'assistance uniquement dans la zone de portage prévue. Le nombre de personnes qui composent l'équipe d'assistance pour un club, est défini lors de la réunion technique. Cette aide est limitée aux premiers secours, aux provisions en nourriture et boissons, aux vêtements ou remplacement d'un équipement défectueux y compris les pagaies, en aide dans les repères du parcours, mais en aucun cas dans la progression.

Article RP CEL 41.8 - Assistance d'un compétiteur handicapé

Un compétiteur handicapé peut, après acceptation du Comité de compétition, recevoir une aide pour le portage de personnes désignées, pourvu qu'aucun avantage ne résulte de cette aide et à condition que le compétiteur quitte son bateau (ou en soit retiré) avant que les assistants ne portent le bateau.

Article RP CEL 41.9 - Echange ou substitution de bateau

Pendant une épreuve, aucun échange ou substitution de bateau n'est permis, même entre compétiteurs d'une même équipe.

Article RP CEL 41.10 - Interruption de l'épreuve

Le juge de parcours peut interrompre un départ correct d'une épreuve si un obstacle imprévu survient. Les compétiteurs doivent immédiatement cesser de

pagayer et attendre de nouvelles instructions. Aucun changement dans la composition de l'équipage n'est permis pour un nouveau départ.

Article RP CEL 41.11 - Arrivée

La ligne d'arrivée est franchie lorsque l'étrave de l'embarcation coupe la ligne entre les drapeaux. Cependant pour qu'un bateau soit classé, il faut que tous les équipiers soient à bord lors du franchissement.

Article RP CEL 41.12 - Abandon

Un concurrent qui a abandonné une épreuve, notamment pour des raisons de collision ou d'obstruction doit quitter le parcours.

Le chef d'équipe doit signaler sans délai auprès du Comité de compétition tout abandon de ses bateaux.

Article RP CEL 41.13 - Dessalage

En cas de dessalage, le compétiteur ou l'équipe est éliminé de la course s'il ne leur a pas été possible de remonter dans le bateau sans aide extérieure.

Article RP CEL 41.14 - Retard manifeste d'un bateau

Le Comité de compétition pourra arrêter tout bateau en retard par rapport à son épreuve, soit pour des raisons de sécurité, soit pour des raisons d'organisation à l'entrée du portage (ou à tout autre endroit défini par le Chef des Officiels). Le bateau ainsi arrêté sera porté sur les résultats au classement exact de son rang au moment de l'arrêt (idem pour les autres bateaux). Son temps et le kilométrage réalisé sera porté sur les résultats.

Section 3 : Les résultats

Article RP CEL 42 - Affichage des résultats

Dès que possible, les résultats sont affichés avec l'horaire précisé d'affichage et le nom et signature de l'officiel ayant validé le résultat (un cartouche sur la page des résultats est prévu à cet effet) ainsi que la composition des courses suivantes lorsqu'il y a des séries, des demi-finales et des finales.

Article RP CEL 43 - Conditions d'enregistrement des résultats

Les résultats de chaque course sont enregistrés par le responsable informatique national, aux conditions suivantes :

- Transmission informatique par le secrétaire de compétition dans les conditions et délais prévus au présent règlement,
- Respect du guide de l'organisateur.

Chapitre 4 : Équipements et sécurité

Article RG 26 - Obligations de sécurité

L'organisateur de manifestation est lié à une obligation générale de sécurité et de prudence imposée par la loi, par tout texte fédéral en rapport avec la sécurité, par les règlements sportifs et le guide de l'organisateur en vigueur. C'est pourquoi, chaque manifestation se réfère aux conditions de sécurité en vigueur, adaptées à l'âge, au niveau des pratiquants, aux conditions climatiques et aux difficultés du parcours. Dans ce cadre, il veille à ce que tous les participants inscrits à la manifestation soient en possession au minimum :

- Soit d'une licence Canoë Plus pour les compétitions qui entrent dans le classement fédéral, soit, d'un titre fédéral pour toutes autres manifestations,
- D'un niveau de "Pagaie Couleur" adapté à la réglementation en vigueur,
- Du certificat médical ou du QS Sport dont les conditions d'obtention sont définies dans l'annexe 10 du règlement intérieur de la FFCK.

Article RG 27 - Equipements de sécurité et contrôle

Article RG 27.1 - Définition

Les équipements de sécurité peuvent comprendre :

- Pour le pagayeur : le gilet d'aide à la flottabilité, le casque, et les chaussons
- Pour l'embarcation : la flottabilité de l'embarcation et le système de préhension des embarcations (anneaux de bosses)

Article RG 27.2 - Responsabilité

L'organisateur de la compétition met en place les éléments nécessaires au contrôle des équipements de sécurité.

Ce contrôle est effectué sous la responsabilité du juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels ou chef juge).

Article RG 27.3 - Modalité

La réalisation de ce contrôle est facultative. Il peut néanmoins être fait à la demande du R1 de l'organisation ou d'un juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels, arbitre ou chef juge).

Le contrôle peut être total, aléatoire ou ne porter que sur certains équipements de sécurité.

Le contrôle peut être réalisé à tout moment de la compétition.

Article RG 27.4 - Sanction

En cas de non satisfaction à ce contrôle, le juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels ou chef juge) :

- Interdit le départ du compétiteur si le contrôle a lieu avant le départ pour la phase de course ou phase de match concernée,
- Peut disqualifier le compétiteur si le contrôle a lieu après l'arrivée pour la phase de course ou après la fin de match concernée.

Article RP CEL 44 - Mesures de sécurité

L'organisateur est tenu de mettre en place la sécurité adaptée sur le bassin de compétition, définie dans le guide de l'organisateur. Cette disposition préconisée est le minimum à respecter dans le cadre d'une pratique dans les conditions optimales de sécurité.

Section 1 : Le pagayeur

Article RG 28 - Le gilet d'aide à la flottabilité

Article RG 28.1 - Le port du gilet d'aide à la flottabilité

Les activités nécessitant le port du gilet d'aide à la flottabilité sont : le Slalom, la Descente, le Kayak-Polo, le Freestyle, l'Océan-Racing, Va'a (hors compétition de vitesse), le Raft.

Les activités ne nécessitant pas obligatoirement le port du gilet d'aide à la flottabilité sont : la Course en Ligne, le Marathon, le Dragon-Boat, le Waveski-Surfing, le Va'a (vitesse).

Le Kayak-Polo nécessite le port d'un gilet d'aide à la flottabilité en bon état pouvant ne pas avoir le marquage d'une norme de fabrication pour le canoë-kayak et devant assurer la protection corporelle du joueur. Les caractéristiques sont définies par une règle particulière du règlement sportif Kayak-Polo.

Article RG 28.2 - Caractéristiques d'un gilet d'aide à la flottabilité

Pour les activités nécessitant le port d'un gilet d'aide à la flottabilité, ce dernier doit être marqué « ISO 12402-5 » ou CE avec la norme « EN 393 ». Il doit être en bon état, non modifié et avec une flottabilité conforme au poids du compétiteur.

Article RG 28.3 - Contrôle d'un gilet d'aide à la flottabilité

Pour vérifier la conformité du gilet d'aide à la flottabilité, le juge arbitre (chef des arbitres, chef des officiels ou chef juge) ou son délégué, vérifie le bon état général du gilet et la conformité de la flottabilité via l'étiquette du fabricant. Le contrôleur vérifie si ces équipements répondent aux conditions prévues par les règles particulières de chaque activité.

Article RP CEL 45 - En Fond et en Marathon.

Si le Comité de compétition le décide et en fonction de circonstances et conditions particulières, certaines catégories d'âges et d'embarcations devront porter un gilet d'aide à la flottabilité tel que défini à l'article RG 28.2 ou tout autre équipement de sécurité.

Tout compétiteur qui n'observe pas cette obligation ne peut pas prendre le départ et sera disqualifié.

Tout officiel doit veiller à ce que les mesures de sécurité prévues soient respectées. Dans le cas contraire, il doit en aviser immédiatement le Chef des Officiels.

Article RG 29 - Le casque

Article RG 29.1 - Le port du casque et norme de fabrication

Les activités nécessitant le port d'un casque marqué « CE EN 1385 » ou « CE XXXX⁴ » pour le Canoë-Kayak en bon état et non modifié sont : le Slalom, la Descente le Freestyle, le Raft.

Les activités nécessitant le port d'un casque pouvant ne pas avoir le marquage d'une norme de fabrication pour le Canoë-Kayak et en bon état sont : le Kayak-polo et le Waveski-Surfing.

Les activités ne nécessitant pas le port du casque sont : la Course en Ligne, le Marathon, le Paracanoë, le Dragon-Boat, l'Océan Racing, le Va'a, le Waveski-Surfing dans le cas où le Comité de Compétition en prend la décision.

Article RG 29.2 - Contrôle d'un casque

Le contrôle du casque se fait visuellement et tactilement. Le contrôleur vérifie si ces équipements répondent aux conditions prévues par les règles particulières de chaque activité.

Article RG 30 - Chaussons

Article RG 30.1 - Le port des chaussons

Les activités nécessitant le port des chaussons sont : le Slalom, la Descente, le Freestyle, le Raft.

Les activités ne nécessitant pas l'obligation du port des chaussons sont : la Course en Ligne, le Marathon, le Paracanoë, le Dragon-Boat, l'Océan Racing, le Va'a, le Kayak-Polo, le Waveski-Surfing.

Article RG 30.2 - Caractéristiques des chaussons

Les chaussons doivent être fermés et adaptés à la pratique du Canoë-Kayak. Les chaussettes en néoprène avec semelle sont autorisées.

⁴ XXXX : année de fabrication

Article RG 30.3 - Contrôle des chaussons

Le contrôle des chaussons s'effectue visuellement et tactilement. Le contrôleur vérifie si ces équipements répondent aux conditions prévues par les règles particulières de chaque activité.

Section 2 : L'embarcation

Article RG 31 - Embarcations et modes de propulsion

Les différentes catégories d'embarcations autorisées dans chaque activité sont précisées dans leur règlement particulier.

En Kayak, le pagayeur, est en position assise et propulse l'embarcation à l'aide d'une pagaie double.

En Canoë, le pagayeur, est en position à genoux et propulse l'embarcation à l'aide d'une pagaie simple.

En Dragon-Boat, Raft et Pirogue, le pagayeur est en position assise et propulse l'embarcation à l'aide d'une pagaie simple.

En Stand Up Paddle, le pagayeur est en position debout et propulse avec une pagaie simple.

Les pagaies ne doivent en aucun cas, être fixées sur l'embarcation.

Article RP CEL 46 - Caractéristiques des bateaux

Article RP CEL 46.1 - Mensurations des bateaux

	COURSE EN LIGNE		MARATHON	
TYPE	<i>Longueur maximum (m)</i>	<i>Poids minimum (kg)</i>	<i>Longueur maximum (m)</i>	<i>Poids minimum (kg)</i>
K1	5,20	12	5,20	8
K2	6,50	18	6,50	12
K4	11,00	30		
C1	5,20	14	5,20	10
C2	6,50	20	6,50	14
C4	9,00	30		

Article RP CEL 46.2 - Règles de construction

Les règles de construction sont conformes avec les règlements de l'ICF⁵. Toutes les sortes de matériaux sont autorisées pour la construction. Les coupes et les lignes longitudinales de la coque doivent être convexes et non interrompues.

Les gouvernails de direction sont permis pour les kayaks. L'épaisseur maximale de la lame du gouvernail ne doit pas dépasser 10 mm pour le K1 et le K2, 12 mm pour le K4 dans le cas où le gouvernail forme une extension à la longueur du kayak.

Le canoë doit être construit symétriquement suivant l'axe longitudinal. Gouvernails de direction et tout autre appareil de guidage sont interdits. Une quille est autorisée si elle ne dépasse pas de plus de 30 mm sous la coque, si elle est droite et si elle s'étend sur toute la longueur. Le canoë peut être entièrement ouvert ou ponté sur moins de 1,50 m de la proue et sur moins de 75 cm de la poupe pour le C1 (ces dimensions sont mesurées du point le plus

⁵ ICF : Fédération Internationale de Canoë

en dehors de la proue et de la poupe au point le plus éloigné du pontage, pour le recouvrement avant et arrière, respectivement). La longueur maximale de l'ouverture autorisée pour un C2 est de 2,95 m et pour un C4 de 4,10 m.

La longueur du bateau est mesurée entre les extrémités de la proue et de la poupe, toutes les protections éventuelles sont comprises. Les dispositifs en substance absorbant l'eau ne sont pas autorisés.

Article RP CEL 46.3 - Procédure de vérification des bateaux

La vérification se fait bateau sec, calages et masses additionnelles fixés, sans plaque numéro : ce qui tombe du bateau retourné n'est pas pris en compte à la pesée.

Tout compétiteur convoqué pour une vérification de bateau et ne se présentant pas à la vérification, encourt une sanction, laissée à l'appréciation du comité de compétition.

Article RP CEL 46.4 - Numérotage des embarcations

Toutes les embarcations doivent porter une plaque verticale marquée de numéros noirs sur fond blanc positionnée à l'arrière du bateau. Le format des plaques de numérotage doit être de 18 x 20 cm et la hauteur des numéros doit être au minimum de 12 cm. La plaque doit être visible et placée sur l'axe longitudinal du pontage pour les kayaks comme pour les canoës. Le numéro doit figurer sur les deux faces.

La plaque devra être opaque afin que les numéros ne se lisent pas par transparence.

Le principe d'une caution, en échange du prêt de plaques par l'organisateur, est admis.

Article RG 32 - Flottabilité d'une embarcation

Article RG 32.1 - Activités nécessitant des équipements de flottabilité dans les embarcations

Les activités nécessitant des équipements de flottabilité dans l'embarcation sont : le Slalom, la Descente, le Raft, le Freestyle, l'Océan Racing, le Va'a, le Marathon, la Course en Ligne, le Paracanoë, le Dragon-Boat et le Waveski-Surfing.

Les activités ne nécessitant pas des équipements de flottabilité dans l'embarcation sont : le Kayak-Polo.

Article RG 32.2 - Equipements de flottabilité pour une embarcation

Les équipements de flottabilité sont les réserves de flottabilité (type gonfles ou mousse à cellules fermées) ou le caisson étanche.

Article RG 32.3 - Contrôle des équipements de la flottabilité

Le contrôle des équipements de flottabilité de l'embarcation se fait, le cas échéant, visuellement et tactilement. Le contrôleur vérifie si ces équipements répondent aux conditions de flottabilité prévues par les règles particulières de chaque activité.

Article RP CEL 47 - Flottabilité des embarcations

Toutes les embarcations doivent flotter et rester à l'horizontale après dessalage pour pouvoir servir de point d'appui au(x) compétiteur(s) dessalé(s). Il est de la responsabilité du chef d'équipe de vérifier ses embarcations.

Article RG 33 - Système de préhension des embarcations

Article RG 33.1 - Nécessité d'un système de préhension des embarcations

Les activités nécessitant un système de préhension de l'embarcation sont : le Slalom, la Descente, le Raft, le Waveski-Surfing, l'Océan Racing et le Freestyle. Les activités ne nécessitant pas un système de préhension de l'embarcation sont : le Dragon-Boat, le Kayak-Polo, la Course en Ligne, le Marathon, le Paracanoë, le Va'a.

Article RG 33.2 - Caractéristiques du système de préhension des embarcations

Les anneaux de bosses, la ligne de vie, le bout de remorquage, le leash, les foot-straps sont les systèmes de préhension des embarcations autorisés.

Article RG 33.3 - Contrôle du système de préhension

Le contrôle de ce système de préhension s'effectue visuellement et manuellement.

TITRE 3 : LES RÈGLES D'ORGANISATION DES COMPÉTITIONS

Article RG 34 - Préambule des règles d'organisation des compétitions

L'animation sportive doit, dans son organisation, favoriser la confrontation par niveau de pratique dans le respect des spécificités physiques des compétiteurs.

Chapitre 1 : L'organisation sportive

Section 1 : Définitions

Article RG 35 - Catégories d'âges par année civile.

1	Mini pagaie	7 ans	U7
		8 ans	U8
2	Poussin	9 ans	U9
		10 ans	U10
3	Benjamin	11 ans	U11
		12 ans	U12
4	Minime	13 ans	U13
		14 ans	U14
5	Cadet	15 ans	U15
		16 ans	U16
6	Junior	17 ans	U17
		18 ans	U18
7	Senior	21 ans et moins	U21
		23 ans et moins	U23
		De 19 à 34 ans	U34

- **Vétérant (V) :**
 - **GROUPE MASTER A :**
 - **V1 : 35 à 39 ans**
 - **V2 : 40 à 44 ans**
 - **V3 : 45 à 49 ans**
 - **GROUPE MASTER B :**
 - **V4 : 50 à 54 ans**
 - **V5 : 55 à 59 ans**
 - **V6 : 60 à 64 ans**
 - **Groupe MASTER C :**
 - **V7 : 65 à 69 ans**
 - **...**

Article RG 36 - Regroupement de plusieurs catégories d'âge

La définition d'une épreuve inscrite au programme d'une compétition peut permettre le regroupement de plusieurs catégories d'âge.

Section 2 : L'organisation

Article RG 37 - Organisation des compétitions

La FFCK peut déléguer l'organisation des compétitions (prérogative déléguée par l'Etat à la FFCK) à ses organes déconcentrés (Comités régionaux ; Comités départementaux) ou à ses structures membres.

Par ailleurs, la FFCK peut conclure, avec d'autres fédérations, notamment affinitaires, des conventions ayant pour objet le développement de la pratique sportive de compétition.

Article RG 38 - Territorialité

Chaque Commission Nationale d'Activité est chargée d'organiser la pratique sportive de son activité sur le territoire national et peut éventuellement mettre en place des animations interrégionales.

Ainsi, chaque Comité régional se doit de coordonner la pratique sportive de chacune des activités de la FFCK en fonction des potentialités de son territoire et des opportunités de développement.

Chaque territoire fait l'objet d'une animation propre, conformément au présent règlement, permettant :

- **L'animation dans ces territoires et les classements qui en résultent,**
- **L'accession éventuelle à un niveau supérieur,**
- **L'attribution de titres correspondant au dit territoire.**

Article RP CEL 48 - Demande de dérogation pour être rattaché à une autre interrégion

Pour des raisons économiques et d'impact carbone, un club pourra faire une demande de dérogation pour être rattaché à une autre interrégion auprès de la Commission Nationale, si cela lui semble plus avantageux. Si la dérogation est acceptée, elle sera valable pour toutes les courses de sélection, fond et vitesse pour la saison en cours.

Section 3 : Les différentes compétitions et classements

Sous-section 3.1 – Généralités

Article RG 39 - Un Championnat

Article RG 39.1 - En Kayak-Polo

En Kayak-Polo, un Championnat comporte plusieurs compétitions disputées sur une saison entre équipes se rencontrant en matchs aller et retour, et dont le vainqueur est proclamé champion.

Article RG 39.2 - Autres activités

Le résultat d'un Championnat résulte toujours du classement d'une seule compétition.

Un Championnat rassemble les meilleurs compétiteurs de l'activité au travers d'un programme de compétition basé sur des épreuves par catégorie d'âge.

Article RG 40 - Une Coupe

Le résultat d'une Coupe résulte d'un classement établi à partir du résultat de plusieurs compétitions pour une saison donnée.

Chaque compétition composant une Coupe, rassemble des compétiteurs de l'activité au travers d'un programme de compétition basé sur des épreuves :

- En classement par catégorie d'âge ou scratches,

Et / ou

- Niveau de pratique (division...).

Article RG 41 - Territorialité d'un Championnat ou d'une Coupe

Un seul titre de « Champion » ou de « vainqueur de Coupe » peut être délivré par territoire, par saison sportive, par activité, par épreuve.

Une Coupe ou un Championnat ont une territorialité définie : national, interrégional, régional ou départemental.

Article RG 42 - Dénomination du vainqueur d'un Championnat ou d'une Coupe

Pour toutes les disciplines

	Championnat	Coupe
National	Champion de France	Vainqueur de la Coupe de France
Interrégional	Champion Interrégional	Vainqueur de la Coupe Interrégionale
Régional	Champion Régional	Vainqueur de la Coupe régionale

Cas particulier du Stand Up Paddle : En raison de la délégation du SUP à la Fédération Française de Surf, le titre de Champion de France ne peut être attribué par la FFCK, selon le Code du Sport. Par contre, conformément à cette Loi, il est possible pour une Fédération agréée de donner des titres nationaux, régionaux et départementaux de la FFCK.

Soit conformément au code du sport :

	Championnat
National	Champion National FFCK SUP + épreuve
Régional	Champion Régional FFCK SUP + épreuve + région
Départemental	Champion Départemental FFCK SUP+ épreuve + Département

Article RG 43 - Une animation territoriale

Pour une activité, une saison, un programme d'épreuve et une territorialité donnée, une animation résulte de l'ensemble des compétitions inscrites au calendrier fédéral permettant :

- D'accéder au Championnat concerné,

Ou

- D'être classé à la Coupe concernée,

Ou

- D'être classé dans un classement national.

Article RG 44 - Catégories d'âge des compétiteurs pouvant participer à une compétition d'une animation suivant la territorialité

Territoire	Catégories d'âge possibles
National	Minime à Vétéran
Interrégional	
Régional <i>Epreuves donnant accès à un classement national</i>	
Régional <i>Epreuves ne donnant pas accès à un classement national</i>	Définies par le Comité Régional de Canoë-Kayak dans lequel se déroule la compétition.

Sous-section 3.2 – Animation Régionale

Article RG 45 - Compétitions régionales et classements nationaux

Suivant les activités, les résultats d'une compétition régionale peuvent être utilisés dans le calcul d'un classement national.

Article RG 46 - Manifestations régionales

Chaque Comité régional est chargé de coordonner la mise en place de l'animation sportive sur son territoire. A ce titre, il veille à l'organisation d'une animation dans les différentes activités gérées par la FFCK et pour tous les publics conformément à la politique sportive fédérale.

Article RG 47 - Les Championnats régionaux

Un Comité Régional peut organiser son Championnat régional dans une autre région. Ce Championnat peut être spécifique ou commun avec celui du Comité Régional d'accueil. Dans tous les cas, l'accord du Comité Régional d'accueil est obligatoire.

Sous-section 3.3 – Animation Paracanoë

Article RP CEL 49 - Animation Paracanoë

L'animation Paracanoë est définie dans une annexe au règlement sportif.

Sous-section 3.4. – Animation Interrégionale

Article RP CEL 50 - Les sélectifs nationaux

Les sélectifs nationaux sont organisés pour se qualifier aux :

- Championnat de France de Fond Monoplace,
- Championnat de France Vitesse,
- Championnat de France de Marathon,

Article RP CEL 50.1 - Organisation dans chaque Interrégion

Les sélectifs nationaux se déroulent sous la responsabilité de la Commission Nationale d'Activité et sous la conduite des délégués interrégionaux.

Article RP CEL 50.2 - Gestion de l'Interrégion

L'Interrégion est gérée par un délégué interrégional, proposé par les Présidents des Commissions Régionales d'Activité (ou d'une personne désignée par le Président du Comité Régional) de l'Interrégion concernée et validé par le Président de la Commission Nationale d'Activité.

Article RP CEL 50.3 - Organisation des sélectifs nationaux

Chaque interrégion doit organiser les sélectifs nationaux prévus au présent règlement. L'association qui a obtenu l'organisation d'un sélectif national doit se conformer au présent règlement, signer la convention d'organisation proposée par la Commission Nationale d'Activité et respecter les prescriptions du guide de l'organisateur.

Il est souhaitable d'organiser autant de finales que le nécessite le nombre de bateaux, afin de classer l'ensemble des participants à une course de Vitesse. Il est souhaitable d'utiliser la grille de passage de type C définie en annexe.

Article RP CEL 51 - Règles particulières de participation

Chaque sportif doit impérativement participer aux sélectifs nationaux Vitesses organisés dans son interrégion d'appartenance.

Pour les épreuves de Fond et à titre exceptionnel, les sportifs peuvent participer aux sélectifs nationaux organisés dans les autres interrégions. Dans ce cas, une demande doit être motivée et effectuée par écrit par le club avant l'inscription au sélectif national auprès du délégué de son inter région et de celui de l'inter région d'accueil qui valideront ou pas.

Pour le marathon les sportifs peuvent participer aux sélectifs nationaux organisés dans les autres interrégions.

Sous-section 3.5 – Coupes Interrégionales

Sous-section 3.6. – Animation Nationales

Sous-section 3.7. – Championnats de France

Article RG 48 - Titre de « Champion de France »

Article RG 48.1 - Définition des épreuves d'un Championnat de France

La liste des épreuves inscrites au programme de chaque Championnat de France est arrêtée annuellement dans les annexes du règlement sportif.

Une évaluation (dynamique de l'épreuve dans le classement national, statut de l'épreuve au niveau international...) est menée par la Commission Nationale d'Activité concernée pour statuer en liaison avec le Bureau Exécutif

Article RG 48.2 - Attribution du titre de « champion de France »

Le titre de « Champion de France » est attribué pour chaque épreuve inscrite au programme du Championnat de France du moment qu'un participant ou une équipe est classée (sauf cas particulier du Stand Up Paddle).

Sous-section 3.5.1 : Championnat de France de Fond

Article RP CEL 52 - Conditions de participation au championnat de France de Fond

Article RP CEL 52.1 - Compétiteur admis à participer au Fond monoplace

Peuvent participer aux Championnat de France monoplace les sportifs ayant participé à leur Championnat régional.

Il est de la responsabilité du Président de la Commission Régionale d'Activité (ou d'une personne désignée par le Président du Comité Régional) de proposer la liste des sportifs autorisés avant les championnats de France. Cette liste doit être validée par le Président du Comité Régional.

Les modalités de participation aux épreuves monoplaces sont définies dans une annexe au règlement sportif.

Article RP CEL 52.2 - Compétiteurs admis à participer au Fond équipages

La participation au championnat de France de Fond équipages est ouverte à tout compétiteur qui répond aux conditions du règlement général, sans sélection préalable.

Article RP CEL 52.3 - Épreuves

Les épreuves suivantes sont susceptibles d'être ouvertes au Championnat de France de fond :

	Cadets	Juniors	Seniors	Vétérans
Dames	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4
Hommes	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4

Les épreuves effectivement ouvertes sont définies annuellement dans une annexe au règlement sportif.

Des catégories paracanoë peuvent être ouvertes en fonction des participants et de leurs handicaps.

Article RP CEL 53 - Organisation du championnat de France de Fond

Article RP CEL 53.1 - Distance de course – Bateaux

La distance de course, unique, est de 5000 mètres.

Les épreuves se déroulent sur deux jours (programme en annexe).

Article RP CEL 53.2 - Nombre de courses par compétiteurs

Un compétiteur peut participer à une seule épreuve en monoplace et une seule épreuve en équipage.

Article RP CEL 53.3 - Le départ

L'organisateur affecte un numéro et chacun se place sur la ligne de départ.

La position de départ dans chaque épreuve est libre.

Un départ sur plusieurs lignes pourra être autorisé par le starter au sein d'une même épreuve si certains compétiteurs le souhaitent.

Sous-section 3.5.2 : Challenge National Elite

Préambule

Chaque saison sportive, la FFCK organise un Challenge National Elite course en ligne qui est organisée conjointement avec la compétition de sélection en Equipe de France course en ligne.

Article RP CEL 54 – Règlement de compétition

Le règlement de la compétition Challenge National Elite est dérogatoirement défini par les articles sous le point « 3.5.2 Challenge National Elite, les annexes au règlement sportif, les règles de sélection Equipe de France de canoë kayak course en ligne publiées annuellement par la DTN de la FFCK. Les points non traités par ce règlement spécifique relèvent du règlement course en ligne en vigueur de la Fédération Internationale de Canoë.

Article RP CEL 55 – Conditions de participation

Les sportifs autorisés à participer à ce Challenge National Elite sont ceux pouvant participer à la compétition de sélection en Equipe de France course en ligne (modalité définie annuellement dans les règles de sélection Equipe de France de canoë kayak course en ligne).

Article RP CEL 55 – Epreuves et modalités de classement

Les épreuves suivantes sont susceptibles d'être ouvertes :

	Juniors	Seniors
Dames	K1 C1	K1 C1
Hommes	K1 C1	K1 C1

Article RP CEL 55 – Modalités de prise en compte dans le classement national des clubs

Les modalités de classement sont définies annuellement dans une annexe au règlement sportif.

Article RP CEL 56 – Challenge National Cadet

~~Un Challenge National Cadet est organisé en marge de ce championnat Elite. L'ensemble des modalités d'organisation et de participation sont définies dans une annexe au règlement sportif.~~

Sous-section 3.5.3 – Championnat de France de vitesse

Article RP CEL 57 – Article RP CEL 54 - Conditions de participation

Article RP CEL 57.1 – Article RP CEL 54.1 - Compétiteurs admis à participer

Les compétiteurs et les bateaux sélectionnés peuvent participer à ces compétitions.

Article RP CEL 57.2 – Article RP CEL 54.2 - Épreuves possibles au Championnat de France de vitesse

Les épreuves suivantes sont susceptibles d'être ouvertes :

	Minimes	Cadets	Juniors	Seniors	Vétérans
Dames	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 - K2 – K4 C1 - C2 – C4	K1 - K2 – K4 C1 - C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4
Hommes	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4	K1 - K2 – K4 C1 - C2 – C4	K1 - K2 – K4 C1 - C2 – C4	K1 – K2 – K4 C1 – C2 – C4

Les épreuves effectivement ouvertes sont définies annuellement dans une annexe au règlement sportif.

Article RP CEL 57.3 – Article RP CEL 54.3 - Quotas Vitesse

Les quotas sont définis par interrégion, en fonction d'un pourcentage établi nationalement par épreuve, proportionnellement au nombre d'inscrits. ~~à la première sélective Nationale Vitesse.~~

Le comité de sélection établit la liste des bateaux sélectionnés à l'issue des sélectifs nationaux en veillant au respect de la valeur sportive.

Le mode de calcul des quotas est défini en annexe.

Des places sont réservées aux bateaux des DROM-COM à leur demande.

Ils doivent le 1^{er} juin confirmer leurs inscriptions quantitatives par épreuve.

~~Article RP CEL 58~~ – Article RP CEL 55 - Organisation des championnats de France Vitesse

~~Article RP CEL 58.1~~ – Article RP CEL 55.1 - Distances de course – Bateaux

Le championnat de France se court sur les distances olympiques.
Le programme du championnat de France est défini en annexe.

~~Article RP CEL 58.2~~ – Article RP CEL 55.2 - Accès à la finale

Le nombre de séries, demi-finales, ainsi que les grilles d'accès à la finale et de répartition dans les couloirs, sont conformes aux grilles de passage définies en annexe.

~~Article RP CEL 58.3~~ – Article RP CEL 55.3 - Nombre de courses par compétiteur

Un compétiteur peut s'engager sur plusieurs épreuves différentes, si toutefois le programme le lui permet.

Sous-section 3.5.4 – Championnat de France de Marathon

~~Article RP CEL 59~~ – Article RP CEL 56 - Conditions de participation au championnat de France de Marathon

~~Article RP CEL 59.1~~ – Article RP CEL 56.1 - Compétiteurs admis à participer

Peuvent participer au championnat de France de Marathon les compétiteurs qui ont réalisé soit en monoplace soit en biplace lors de leur sélectif national de marathon :

- Un temps inférieur à 115% du temps moyen des trois premiers de leur épreuve, s'il y a au moins 5 bateaux au départ de leur épreuve,
- Un temps inférieur à 115% du temps du premier de leur épreuve, s'il y a moins de 5 bateaux au départ de leur épreuve.

[Article RP CEL 59.2 – Article RP CEL 56.2 - Epreuves :](#)

Le championnat de France est réservé aux épreuves suivantes :

	Cadets	Juniors	Seniors	Vétérans
Dames	K1 – K2 C1 – C2			
Hommes	K1 – K2 C1 – C2			
Mixte	K2	K2	K2	K2

[Article RP CEL 59.3 – Article RP CEL 56.3 - Nombre de courses par compétiteur](#)

Un compétiteur peut s’engager sur deux épreuves : Monoplace et biplace

[Article RP CEL 59.4 – Article RP CEL 56.4 - Programme des courses](#)

L’organisateur doit se conformer au programme type défini en annexe.

[Article RP CEL 59.5 – Article RP CEL 56.5 - Parcours](#)

Les courses du championnat de France se déroulent en fonction du lieu et des possibilités retenues par l’organisateur. Elles comportent un nombre minimal de portages, au moins deux en senior et vétéran, un en cadet et junior. Le parcours en boucle doit comporter au minimum 2 tours : Départ, arrivée et portages sur le même site.

[Article RP CEL 59.6 – Article RP CEL 56.6 - Grille de départ](#)

L’organisateur affecte un numéro et chacun se place sur la ligne de départ.

La position de départ dans chaque épreuve est libre.

Un départ sur plusieurs lignes pourra être autorisé par le starter au sein d’une même épreuve si certains compétiteurs le souhaitent.

[Sous-section 3.5.5 : Le Championnat de France Minimes](#)

~~Article RP CEL 60~~ – Article RP CEL 57 - Conditions de participation

~~Article RP CEL 60.1~~ – Article RP CEL 57.1 - Objectif

Cette épreuve concerne des équipes régionales, elle permet leur confrontation dans le cadre d'une animation jeune.

~~Article RP CEL 60.2~~ – Article RP CEL 57.2 - Epreuves

Sont admis à participer les concurrents des catégories minime 1^{ère} année et 2^{ème} année.

~~Article RP CEL 60.3~~ – Article RP CEL 57.3 - Conditions relatives aux concurrents

Les participants doivent porter un gilet d'aide à la flottabilité décrit à l'article RG 28.2 et porter les couleurs de leur région.

~~Article RP CEL 60.4~~ – Article RP CEL 57.4 - Composition d'une équipe

Une équipe est composée au maximum de :

- 1 K1 H Minime 1 + 1 K1 H Minime 2 + 1 K2 H Minime + 1 K4 H Minime
- 1 K1 D Minime 1 + 1 K1 D Minime 2 + 1 K2 D Minime + 1 K4 D Minime
- 1 C1 H Minime 1 + 1 C1 H Minime 2 + 1 C2 H Minime + 1 C4 H Minime
- 1 C1 D Minime 1 + 1 C1 D Minime 2 + 1 C2 D Minime + 1 C4 D Minime

Soit un maximum de 16 embarcations par équipe et un juge.

Au cas où une région ne peut présenter d'équipage canoë, elle peut intégrer des dames minimes en C2 H Minime et en C4 H Minime.

~~Article RP CEL 60.5~~ – Article RP CEL 57.5 - Nombre de courses par concurrent

Un compétiteur ne peut participer qu'à deux épreuves de Vitesse et une épreuve de Fond.

~~Article RP CEL 60.6~~ – Article RP CEL 57.6 - Nombre d'équipes par région

Chaque région (nouvellement définie depuis le 1^{er} janvier 2016) pourra inscrire jusqu'à 4 équipes.

~~Article RP CEL 60.7~~ - Article RP CEL 57.7 - Sélection au sein de chaque région

Elle est sous la responsabilité du Président du Comité Régional de Canoë Kayak qui peut déléguer.

~~Article RP CEL 61~~ - Article RP CEL 58 - Organisation

~~Article RP CEL 61.1~~ - Article RP CEL 58.1 - Organisateur

Le Championnat de France Minimes se déroule dans le cadre du championnat de France Vitesse. Le Comité d'organisation, le Comité de compétition et la régie compétition en sont identiques.

~~Article RP CEL 61.2~~ - Article RP CEL 58.2 - Distance – Bateaux

La distance est de 500 mètres pour les épreuves de Vitesse et de 3000 mètres pour les épreuves de Fond. Les épreuves de Fond se déroulent avec deux ou trois virages suivant la configuration du bassin. Tous les bateaux réglementaires en Course en Ligne sont permis ; en outre sont permis les mini-kayaks de Course en Ligne, le C1 « CAPS ». Les quilles sont autorisées pour les C1 et C2.

~~Article RP CEL 62~~ - Article RP CEL 59 - Règles des épreuves:

~~Article RP CEL 62.1~~ - Article RP CEL 59.1 - Composition des séries

Les séries sont composées de manière aléatoire.

~~Article RP CEL 62.2~~ - Article RP CEL 59.2 - Accès à la finale

Le nombre de séries, repêchages, demi-finales, ainsi que les grilles d'accès à la finale et de répartition dans les couloirs, sont conformes à la grille de passage de type A définie en annexe.

~~Article RP CEL 62.3~~ - Article RP CEL 59.3 - Ordre des séries et finales –

Intervalle entre les courses

L'ordre des courses, séries, ½ finales et finales, est le suivant :

- 1^{er} Groupe :
1. C4D M - 2. K1H M 1 - 3. K1H M 2 - 4. K2D M - 5. C1H M1 - 6. C1H M2
- 2^{ème} Groupe :

7. C1D M1 - 8. C1D M2 - 9. K4H M - 10. K1D M 1 - 11. K1D M 2 - 12. C2H M

- 3^{ème} Groupe :

13. C2D M - 14. K2H M - 15. K4D M - 16. C4H M

L'intervalle entre les courses ne permet pas aux compétiteurs de participer à deux épreuves d'un même groupe.

~~Article RP CEL 62.4~~ - Article RP CEL 59.4 - Epreuves de Fond

Après le déroulement des épreuves de Vitesse, une épreuve de Fond, sur 3000 mètres, est ouverte à tous les compétiteurs, titulaires ou remplaçants, inscrits sur le bordereau d'inscription aux courses de Vitesse, dans les épreuves suivantes : K4 D 3 000m, C4 H 3 000m, K4 H 3 000m, C4 D 3 000m.

~~Article RP CEL 62.5~~ - Article RP CEL 59.5 - Championnat de France

~~Article CEL 62.5.1~~ - Article CEL 59.5.1 - Mode de classement

Les Régions définissent de 1 à 4 équipes

Dans chaque épreuve, chaque bateau marque des points pour le classement officiel de son équipe.

Les courses de Vitesse et de Fond concourent au classement général, chaque bateau y marque des points pour son équipe.

L'équipe qui obtient le plus grand nombre de points est désignée comme la meilleure région. En cas d'égalité de points, les régions sont départagées en fonction du nombre de médailles obtenues, Or puis Argent puis Bronze.

~~Article CEL 62.5.2~~ - Article CEL 59.5.2 - Attribution des points

Dans chaque épreuve, le premier bateau obtient 18 points, le deuxième 17 points... jusqu'au derniers qui marquent tous 1 point.

~~Article CEL 62.5.3~~ - Article CEL 59.5.3 - Bateau disqualifié, abandon, ou absent

Ces bateaux ne marquent pas de point.

~~Article CEL 62.5.4~~ - Article CEL 59.5.4 - Bateau dessalé

Un bateau dessalé marque les points du dernier de son épreuve.

Sous-section 3.8. – Coupes de France

Sous-section 3.9. : Classements Nationaux

~~Article RP CEL 63~~ – Article RP CEL 60 - Objectifs des classements

Les objectifs des classements nationaux sont :

- D'établir une hiérarchie des valeurs sportives des pratiquants et des structures associatives,
- D'inciter les structures associatives à accroître leur nombre de pratiquants,
- De permettre à tout pratiquant de se repérer par rapport à tous les pratiquants fédéraux,
- D'évaluer et suivre l'évolution de la pratique de la discipline,
- De construire des séries équilibrées respectant le principe des têtes de série.

~~Article RP CEL 64~~ – Article RP CEL 61 - Le classement national des clubs et des régions

~~Article RP CEL 64.1~~ – Article RP CEL 61.1 - Les compétitions de référence peuvent être :

- Le championnat Régional de Fond,
- Le championnat Interrégional / sélectif national de Fond,
- Le championnat de France de Fond,
- Le championnat Régional de Vitesse,
- Le championnat Interrégional / sélectif national n° 1 et / ou 2 de vitesse,
- Le championnat de France de Vitesse,
- Le championnat de France de Marathon.

~~Article RP CEL 64.2~~ – Article RP CEL 61.2 - Nombre de points marqués lors de chaque épreuve

Les modes de calcul sont définis en annexe.

~~Article RP CEL 65~~ – Article RP CEL 62 - Classements officiels et divisions

Il est établi, chaque année, en fin de saison, aux points et aux médailles, selon les critères ci-dessus définis :

- Un classement national des clubs et des régions,
- Un classement du meilleur club espoir, pour les catégories cadettes et juniors.

Le classement des clubs distingue trois divisions :

- Nationale 1 : les 20 premiers clubs,
- Nationale 2 : les 20 suivants,
- Nationale 3 : tous les autres clubs.

~~Article RP CEL 66~~ – Article RP CEL 63 - Le classement national des bateaux

Un classement individuel pour les épreuves de cadets à vétérans est effectué sur les épreuves de fond, de vitesse (200 m, 500 m et 1000 m) et de marathon. Les compétitions prises en comptes et le mode de calcul sont définis en annexe.

Chapitre 2 : L'organisation administrative

Section 1 : Le déroulement des compétitions

Article RG 49 - Principe général d'accès aux compétitions

Les compétitions inscrites au calendrier des Commissions Nationales d'Activités ne sont ouvertes qu'aux compétiteurs licenciés à la FFCK, titulaires d'une licence Canoë Plus en cours de validité, pour autant qu'ils respectent les modes de sélections définis par les règles particulières de chaque activité.

Article RG 50 - Principe des "Pagaies Couleurs" dans les compétitions

Pour participer à une manifestation de niveau régional, le compétiteur doit être en possession, au moins, de la « pagaie jaune ».

Pour participer à une manifestation de niveau interrégional ou national, le compétiteur doit être en possession, au moins, de la « Pagaie verte » et celle du milieu concerné pour l'eau-vive et la mer.

Pour le Dragon Boat, le pagayeur n'a pas besoin d'être en possession d'un niveau « pagaie couleur ». Seul le barreur doit être certifié par la commission nationale d'activité.

Article RG 51 - Obligations opposables à tout compétiteur

Pour être autorisé à participer à une compétition, chaque compétiteur est tenu :

- D'être à jour de sa licence, de son certificat médical ou du QS Sport, dont les conditions sont définies dans l'annexe 10 du règlement intérieur de la FFCK, et du niveau requis de "Pagaies Couleurs". Le contrôle préalable à l'inscription nominative à une manifestation se limite au fichier informatique de la base de données fédérale correspondant à la dernière mise à jour. Cette démarche doit être effectuée avant la clôture des inscriptions nominatives pour la compétition concernée ;
- De pouvoir prouver son identité,
- De respecter les règlements fédéraux, notamment en ce qui concerne les règles de sécurité, et se soumettre à tout contrôle antidopage,

- De respecter les règles de participation fixées par les règles particulières de chaque activité.

Article RG 52 - Passerelle interactivités facilitant l'accès aux Championnats de France

Objectif : Le but de ces passerelles est de faciliter la participation à plusieurs activités dans le but d'encourager la polyvalence, en particulier chez les jeunes.

Un compétiteur justifiant d'un niveau reconnu dans une activité (niveau de pagaie couleur ou d'une position au classement numérique) ou inscrit sur la liste ministérielle des sportifs de haut-niveau pour la saison en cours peut demander à participer à une compétition de sélection au Championnat de France ou directement au Championnat de France dans une autre activité auprès du président de Commission Nationale d'Activité concernée. Ce dernier donne sa réponse après concertation avec son homologue.

Article ~~RP CEL 67~~ - Article RP CEL 64 - Modalités pratiques

Le Président du club de l'athlète souhaitant bénéficier du dispositif défini à l'article RG 54, doit faire parvenir une demande de dérogation au Président de la Commission Nationale d'Activité avant le 1^{er} mars. Une réponse (positive ou négative) sera apportée dans les meilleurs délais.

Article RG 53 - Droits d'inscription

Du niveau national au niveau départemental, les compétitions peuvent faire l'objet de droits d'inscription pour chaque compétiteur ou équipage.

Les droits d'inscription peuvent être majorés en cas d'inscription tardive, modification tardive ou de non présentation au départ de la compétition pour chaque compétiteur ou équipage. Les différentes conditions de majorations sont fixées annuellement par les Commissions Nationales d'Activités dans leurs annexes.

Pour les compétitions nationales et interrégionales, le montant des droits d'inscription est fixé annuellement par les Commissions Nationales d'Activités dans leurs annexes.

Pour les compétitions régionales, le montant des droits d'inscription est fixé par le Comité régional.

Article RG 54 - Participation à une compétition de la FFCK d'un compétiteur étranger licencié à la FFCK

Un athlète étranger licencié à la FFCK peut participer aux compétitions de l'animation nationale et accéder au podium d'un championnat (national, interrégional, régional ou départemental), à la condition de respecter les principes de sélections et les conditions de participations définies par les règlements.

Article RG 55 - Participation de compétiteurs étrangers non licenciés FFCK

Un athlète étranger non licencié à la FFCK peut participer en tant qu'invité à toutes les compétitions de l'animation nationale, sous réserve de l'acceptation par l'organisateur et le président de la Commission Nationale d'Activité. Sa participation à la compétition se fait dans la catégorie invitée et son résultat n'est pas pris en compte dans le classement national.

Les organisateurs doivent veiller à informer systématiquement le compétiteur de ses obligations en matière d'assurance et lui délivrer un titre Canoë Open, par jour de compétition.

Lors de l'inscription, le compétiteur doit présenter, un justificatif d'identité, un certificat médical de non contre-indication à la pratique du sport ou de la discipline concernée en compétition datant de moins d'un an et attester que son niveau de pratique correspond aux exigences de la compétition.

Article RG 56 - Participation d'un candidat à un examen

Le candidat à un examen ou concours organisé sous l'autorité de l'Etat et nécessitant une performance, peut participer à une compétition officielle sur

invitation et sans obligation de sélection préalable. Sa participation à la compétition se fait en tant qu'invité avec la mention "Candidat examen" et son résultat n'est pas pris en compte dans le classement national. L'inscription à la compétition doit être réalisée dans les délais prévus par le Règlement Particulier, dans les mêmes modalités que les autres concurrents.

Dans ce cadre, l'organisateur veillera à ce que le candidat à un examen respecte les obligations opposables à tout compétiteur (article RG 53) avec les adaptations suivantes :

- A défaut de posséder une licence Canoë Plus, l'organisateur délivre un titre Canoë Open au candidat,
- A défaut de pouvoir justifier du niveau requis de "Pagaies Couleurs", le candidat doit fournir une attestation de niveau de pratique délivrée par un cadre certificateur "Pagaies Couleurs".

Article RG 57 - Surclassement médical

Les compétiteurs peuvent participer à des épreuves ne correspondant pas à leur catégorie d'âge, à condition d'obtenir une autorisation de surclassement pour l'épreuve concernée. Dans ce cas, le surclassement peut être simple, double ou triple, selon les conditions et modalités d'obtention définies dans l'Annexe 3 du Règlement Intérieur de la FFCK.

~~Article RP CEL 68~~ Article RP CEL 65 - Principe de surclassement pour les épreuves individuelles en équipage

Si un compétiteur obtient un sur classement pour les épreuves individuelles en monoplace, il est d'office surclassé pour les épreuves en équipage.

Il est impossible d'obtenir un sur classement uniquement pour les épreuves en équipage.

Le sur classement concernera toutes les embarcations kayak et canoë.

Section 2 : Les mutations et club d'appartenance

Article RG 58 - Principe de mutation

Le principe de mutation de la FFCK est prévu dans le règlement intérieur de la FFCK.

Article RG 59 - Club d'appartenance

Un compétiteur court durant une saison sportive pour un seul club avec une seule licence Canoë Plus. Il peut également, dans certains cas, courir pour une équipe départementale ou régionale ou dans un équipage multi clubs.

Section 3 : Les paris sportifs

Article RG 60 - Les paris sportifs : les interdictions

En application du code du sport (l'article L131-16), les officiels, les dirigeants, les entraîneurs, les chefs d'équipe (représentants de club) et les athlètes impliqués dans une compétition ne peuvent pas :

- Réaliser des prestations de pronostics sportifs sur cette compétition lorsqu'ils sont contractuellement liés à un opérateur de paris sportifs,
- Détenir une participation au sein d'un opérateur de paris sportifs,
- Engager directement ou par personne interposée des mises sur des paris reposant sur la compétition à laquelle ils participent et de communiquer à des tiers des informations privilégiées obtenues à l'occasion de leur profession ou de leurs fonctions et qui sont inconnues du public.